

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois		ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion	
Togo, France et autres pays d'expression française	2.000	4.000	1.100	2.100	Pour les abonnements, annonces et réclamations, s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891 — Tél. 21-37-18 -- 21-61-08 — FAX (228) 21-61-07 — LOME Les abonnements et annonces sont payables d'avance La ligne 80 frs Minimum 250 frs Chaque annonce répétée : moitié prix : Minimum 250 frs
Etranger	2.300	4.500	1.250	2.350	
Prix du Numéro par porteur ou par Poste :					
Togo, France et autres pays d'expression française	150 frs				
Etranger : Port en sus					
Les numéros spéciaux	200 frs				

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION :

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT — TEL; 21-20-48 / 21-27-11-LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

1992

11 sept. — Décret No 211 bis portant rehabilitation d'une membre de l'ordre du Mono 136

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA SECURITE

Arrêtés et décisions portant promotions dans le corps des gardiens de Préfecture, titularisation, changement d'échelon, avancements d'échelons. 136

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1992

6 janv. — Décision No 6/MEF/FCS portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre du Commerce et des transports. 143

15 janv. — Décision No 11/MEF/FCS portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique. 143

28 janv. — Décision No 29/MEF/FCS portant autorisation de déblocage de crédit au profit du premier ministre. 140

17 mars — Arrêté No 134/MEF/DGI portant approbation de dégrèvement en matière de contributions. 140

Arrêté portant nomination. 145

MINISTERE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

Arrêté interministériel portant nomination. 145

MINISTERE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêtés portant admission dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale, titularisations, nominations, d'absences irrégulières, rappel à l'activité, reprise de service, sanction disciplinaire, démission, admissions à la retraite et arrêtés rapportés portant mise à la disposition et admission à la retraite. 145

MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE LA CULTURE

Décision portant nomination. 148

MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION

1992

10 janv. — Arrêté No 3/MSP portant création d'un comité de sélection pour les bourses de formation. 148

Arrêtés portant nominations et rectificatif à un précédent arrêté portant nomination. 149

MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

1992

20 janv. — Arrêté No 2/MPAT/DGPD/DFCEP portant création d'une caisse d'avance et nomination de régisseur et de co-régisseur. 149

4 mars — Arrêté No 3/MPM/DGPD/DFCEP portant création d'une caisse d'avance et nomination de régisseur et de co-régisseur.

6 mars — Arrêté No 4/MPAT/DGPD/DFCEP portant création d'une caisse d'avance et nomination de régisseur et de co-régisseur 149

Arrêté portant nomination. 151

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

1992

23 janv. — Arrêté No 1/MDR portant fusion du projet de développement du petit élevage en région de Kara (PRODEPEKA) et du projet national de petits ruminants (PNPR). ... 151

Décision portant intérim. 151

MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Décisions portant nominations et additif à une précédente décision portant licenciement. 151

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DES SOCIETES D'ETAT

1992

- 9 janv. — Arrêté No 1/MISE/ZFT modifiant l'article 1er de l'arrêté No 30/MISE/ZFT du 3 décembre 1990 portant certificat d'entreprise exportatrice No 018/AD. 152
- 15 janv. — Arrêté No 2/MISE/ZFT portant certificat d'entreprise exportatrice No 032/AD. 153
- Arrêté portant nomination. 153
- MAIRIE
- Arrêté portant intégration. 153

DIVERS

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1992

- 9 janv. — Arrêté No 17/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à Mme BOGLA Abouya Biova, épouse SOSSOU. 153
- 9 janv. — Arrêté No 18/MEF/CR portant concession de pensions à l'ayants-cause de feu AMEDODJI Mawulé 153
- 9 janv. — Arrêté No 19/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à Mme SITII Mawubedjro Ayoko, épouse APEDO-AMAH. 154
- 9 janv. — Arrêté No 20/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu ADEWA-KILI Kadanga 154
- 9 janv. — Arrêté No 21/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu HANTO Atchaholo. 154
- 9 janv. — Arrêté No 22/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. GADEDEJI Noudoda Komla. 154
- 9 janv. — Arrêté No 32/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à Mme AKPATA Dovi Essinou, épouse AFFOVI. 155
- 17 janv. — Arrêté No 34/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. AWUTE Dodzi Kwasi. 155
- 17 janv. — Arrêté No 35/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à Mme DOKANU Massan, épouse HODOUTO. 155
- 27 janv. — Arrêté No 39/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. KOUWONOU Komlan Ovodou. 155
- 27 janv. — Arrêté No 40/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu GNAMEY Hounou Akoto (Roger). 156
- 27 janv. — Arrêté No 41/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. HALDE Hobli Ayi. 156
- 27 janv. — Arrêté No 42/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. KOFFI Yawo. 156
- 27 janv. — Arrêté No 43/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite et attribution d'une rente d'invalidité temporaire à M. LOVI Kouassi. 156
- 27 janv. — Arrêté No 44/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu BOGRA Témembra. 153
- 27 janv. — Arrêté No 45/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu FOLLY-BEBE Assiongbon Kpongan. 157
- 27 janv. — Arrêté No 46/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. N'DA Komlan. 157
- 27 janv. — Arrêté No 47/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. AFATE Nagbaré. 157
- 27 janv. — Arrêté No 48/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. ANKUDE Komlan Sédji. 157
- 27 janv. — Arrêté No 49/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. DEDJEH Koffi Mensah. 158

MINISTERE DE LA SANTE ET LA POPULATION

1992

- 31 janv. — Arrêté No 12/MSP accordant une autorisation d'exploiter un cabinet dentaire. 158

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISELOIS, ORDONNANCES, DECRETS,
ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

Article premier — Est et demeure rapporté le décret réhabilitation d'un Membre de l'Ordre du Mono et des Ordres Nationaux Etrangers

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Vu la loi n° 61-31 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono ;

Vu le décret n° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi n° 61-31 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono ;

Vu le décret n° 71-69 du 24 avril 1971 portant nomination dans l'Ordre du Mono ;

Vu le décret n° 84-164 du 11 septembre 1984 portant exclusion d'un Membre de l'Ordre du Mono ;

DECRETE :

Article Premier — Est et demeure rapporté le décret n° 84-164 du 11 septembre 1984 portant exclusion d'un Membre de l'Ordre du Mono et des Ordres Nationaux Etrangers.

Art. 2 — M. Fourn Kokou Elom « Emile » nommé par décret n° 71-69 susvisé, est réhabilité dans son grade d'officier de l'ordre de Mono et, en conséquence, dans tous les Ordres Nationaux Etrangers dont les décorations lui ont été conférées.

Art. 3 — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal Officiel* de la République Togolaise.

Lomé, le 11 Septembre 1991
Général Gnassingbé EYADEMA

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE ET DE LA SECURITE

Promotions

Arrêté n° 26/MATS-CGP du 17-3-82 — Le personnel du corps des gardiens de préfecture dont les noms suivent, sont nommés aux grades ci-après pour compter du 1er novembre 1991.

Pour le grade d'adjudant/Chef :

Les Adjudants :

Semlkonon Yako mle 275 échelon 3 indice 1.200

Kariyiaré Djamiaré-Djo mle 276 échelon 3 indice 1.200

*Pour le grade d'adjudants :***Les MDL/Chefs :**

Adovon Kodjo mle 263 échelon 3 indice 1.050
 Kpankou Koffi mle 267 échelon 3 indice 1.050
 Arakou Adjana Tété mle 309 échelon 3 indice 1.050
 Bah-Traoré Sani Moustapha mle 279 échelon 3 indice 1.050
 Assou Docta mle 285 échelon 3 indice 1.050
 Assih Kpatcha mle 280 échelon 3 indice 1.050
 Moukpe Takouda Toyi mle 292 échelon 3 indice 1.050

*Pour le grade de MDL/Chef***Les MDL :**

Koumaroka Lakou mle 296 échelon 4 indice 850
 d'Alméida Afantchao mle 368 échelon 4 indice 850
 Tchably Nakordjoa mle 266 échelon 4 indice 850
 Yovogan Kouamivi mle 316 échelon 4 indice 850
 Sépénou Apéléte mle 471 échelon 3 indice 800
 Manou Kodjo mle 454 échelon 3 indice 800
 Badassé Tchamdja mle 473 échelon 3 indice 800
 Akpo Tchabodé Boukari mle 295 échelon 4 indice 850

850

Bino Tchapo mle 357 échelon 4 indice 850
 Nifor Santidja mle 344 échelon 4 indice 850
 Aliko Komlan mle 343 échelon 4 indice 850
 Kassoule Akana mle 303 échelon 4 indice 850
 Adjakpa Batanam mle 399 échelon 3 indice 800
 Gomado Kokou mle 362 échelon 4 indice 850
 Yérina Mahamadou mle 372 échelon 4 indice 850
 Tabadi Koffi mle 480 échelon 3 indice 800
 Yentchabré Dambaré mle 484 échelon 3 indice 800
 Tétihou Eklou mle 297 échelon 4 indice 850
 Amayi Légbézim mle 265 échelon 4 indice 850
 Aziangue Kinikini mle 412 échelon 3 indice 800
 Amador Koffi mle 270 échelon 4 indice 850
 Téga K. Bouwéniké mle 307 échelon 4 indice 850
 Bleza Soôou Bébétigh mle 293 échelon 4 indice 850

850

Béwi Badoh mle 300 échelon 4 indice 850
 Mensah Ankou mle 455 échelon 3 indice 800
 Adéwi Bayékinam mle 336 échelon 4 indice 850
 Akpai Agbandé mle 341 échelon 4 indice 850
 Kpao Badéssi mle 283 échelon 4 indice 850
 Laou Asséké mle 290 échelon 4 indice 850
 Pouyo Bimam mle 367 échelon 4 indice 850
 Idrissou Mahamadou mle 363 échelon 4 indice 850
 Mayou Toyi mle 314 échelon 4 indice 850
 Kloméga Ayao Komi mle 409 échelon 3 indice 800
 Bossiade Komlan mle 335 échelon 4 indice 850
 Samie Wiyao mle 388 échelon 4 indice 850
 Tchékpi Essobou mle 369 échelon 4 indice 850
 Tougon Tchaa mle 366 échelon 4 indice 850
 Batona Moutona mle 437 échelon 3 indice 800
 Pour le grade de Maréchal des Logis (MDL)

Les GP. de 1re classes :

Atsou Kodjo mle 277 échelon 6 indice 700
 Ayaovi Afandina mle 424 échelon 5 indice 650
 Adam Alassani mle 394 échelon 5 indice 650
 Alidou Bouraïma mle 558 échelon 5 indice 650
 Tokpo Komlan mle 539 échelon 5 indice 650
 Agbévé Kouassivi mle 492 échelon 5 indice 650

Bartche Gani mle 582 échelon 5 indice 650
 Aziague Koffi mle 407 échelon 5 indice 650
 Dosseh Mawuko mle 430 échelon 5 indice 650
 Bikor Aziankou Yao Hounou mle 584 échelon 5 indice 650

Ouro Koura Djibril mle 465 échelon 5 indice 650
 Abbi Kao mle 488 échelon 5 indice 650
 Hiamalé Atsou mle 438 échelon 5 indice 650
 Kpandou Hadassiba mle 440 échelon 5 indice 650
 Lossina Alassani mle 449 échelon 5 indice 650
 Kpatoumbi Mibothe mle 655 échelon 4 indice 800
 Simléa Essoham mle 474 échelon 5 indice 650
 Akondé Ekim mle 390 échelon 5 indice 650
 Ahoudja Komlan mle 493 échelon 5 indice 650
 Oklou Kodjo mle 531 échelon 5 indice 650
 Dssoumi Ankou Ignéza mle 466 échelon 5 indice 650

650

Agnanou Anagonou mle 401 échelon 5 indice 650
 Tchonda Noyoudali mle 481 échelon 5 indice 650
 Bogla Amouzouvi mle 426 échelon 5 indice 650
 Bouraïma Batoundé mle 568 échelon 5 indice 650
 Alassani Issifou mle 403 échelon 5 indice 650
 Egbon Donou mle 509 échelon 5 indice 650
 Barboza Bankolé mle 733 échelon 4 indice 600
 Yondou Issifou mle 915 échelon 4 indice 600
 Attipoe Kossi mle 645 échelon 4 indice 600
 Aboudou Tanko mle 418 échelon 5 indice 650
 Houédakor Dakitsé mle 418 échelon 5 indice 650
 Anagban-Lédi Komlan Djifa mle 490 échelon 5 indice 650

Gnassounou Komlan mle 511 échelon 5 indice 650
 Kombaté Nayabré mle 442 échelon 5 indice 650
 Honkou Kokou mle 863 échelon 4 indice 600
 Adiakpo Yao Séna mle 398 échelon 5 indice 650
 Bébina Mayouwa mle 467 échelon 5 indice 650
 Déguénou Adéhon mle 431 échelon 5 indice 650
 Limazie Tchéa mle 448 échelon 5 indice 650
 Agbala Ahoro mle 405 échelon 5 indice 650
 Ali Komi mle 586 échelon 5 indice 650
 Améwouha Koffi mle 395 échelon 5 indice 650
 Laré Toatre mle 450 échelon 5 indice 650
 Kpana Tchafigou mle 443 échelon 5 indice 650
 Abolo Komlan Togbé mle 408 échelon 5 indice 650
 Yempabou Namlioc mle 485 échelon 5 indice 650
 Soussou Komlan mle 475 échelon 5 indice 650
 Kombaté Kolani mle 928 échelon 5 indice 650
 Agnala Tchao mle 391 échelon 5 indice 650
 Abrangao Abdou-Kérim mle 402 échelon 5 indice 650

650

Foovi Kodjo mle 647 échelon 5 indice 650
 Douti Tchéliéga mle 506 échelon 5 indice 650
 Kaliyaba Kawodom mle 591 échelon 5 indice 650
 Karimou Moussilou mle 653 échelon 5 indice 650
 Akata Wété mle 423 échelon 5 indice 650
 Kolani Doumougue Sambiani mle 441 échelon 5 indice 650

Agbé Kpatcha mle 419 échelon 5 indice 650
 Simala Dombia mle 676 échelon 5 indice 650
 Tsipoaka Koffi Holé mle 797 échelon 4 indice 600
 Djissonou Komivi mle 849 échelon 4 indice 600
 Tchalim Agama mle 635 échelon 4 indice 600
 Kpenougou Banibe mle 692 échelon 4 indice 600
 Lalabia Mouzou Tchaa mle 777 échelon 4 indice 600

600

Kpéta Abalo mle 445 échelon 5 indice 650
 Mouzou Kabou mle 457 échelon 5 indice 650
 Samon Anaharèm mle 534 échelon 5 indice 650
 Siagou Dapouguiba mle 535 échelon 5 indice 650
 Bawina Djobo mle 635 échelon 5 indice 650
 Tsédi Ati Kodjo mle 542 échelon 5 indice 650
 Lontékim Ayématèm mle 557 échelon 5 indice 650
 Katcho Bali Adam mle 891 échelon 4 indice 600
 Ayarma T'npénim mle 728 échelon 4 indice 600
 Kpéglo Eklou mle 767 échelon 4 indice 600
 Gnansa Kpatcha mle 610 échelon 4 indice 600
 Kombaté Lardja mle 555 échelon 5 indice 650
 Dégué Kokouvi Agbéko mle 643 échelon 5 indice

650

Kolani Fordjoa mle 446 échelon 5 indice 650
 Ouro Alfa Foudou mle 463 échelon 5 indice 650
 Adam Morou mle 543 échelon 5 indice 650
 Boukari Issa mle 501 échelon 5 indice 650
 Agbondjo Koubonou mle 420 échelon 5 indice 650
 Kadja Tabadi mle 444 échelon 5 indice 650
 Tchakpana Komlan mle 536 échelon 5 indice 650
 Gadégbékou Koffi mle 512 échelon 5 indice 650
 N'Djengou Bahoulam mle 461 échelon 5 indice 650
 Melebou Kpatcha mle 458 échelon 5 indice 650
 Bignandi Mèba mle 427 échelon 5 indice 650
 Mensan Adjambao mle 452 échelon 5 indice 650

Pour le grade de MDL

Les GP. de 1re classes :

Pakai Kpatcha mle 468 échelon 5 indice 650
 Tchiande Pitiera mle 538 échelon 5 indice 650
 Tchembe Titchanda mle 477 échelon 5 indice 650
 Sim Aguidiou mle 473 échelon 5 indice 650
 Akaya Pissah mle 817 échelon 4 indice 600
 Esozina Afoh mle 741 échelon 4 indice 800
 Kombaté Léne mle 556 échelon 5 indice 650
 Tchande Akparou mle 677 échelon 5 indice 650
 Akakpo Kokouvi mle 494 échelon 5 indice 650
 Djalogue Yatitimpou mle 429 échelon 5 indice 650
 Yague Egoulou mle 684 échelon 5 indice 650
 Kodjolo Awilidi mle 656 échelon 5 indice 650
 Samon Tankoudime mle 469 échelon 5 indice 650
 Mensah Kouéghigan mle 596 échelon 5 indice 650
 Kougbahoué Kouassi mle 762 échelon 4 indice 600
 Alibi Paka mle 882 échelon 4 indice 600
 Kougbi Amétowou mle 691 échelon 4 indice 600
 Bere Kouma mle 840 échelon 4 indice 600
 Bako Taminou Dani mle 500 échelon 4 indice 650
 Akakpo K. Adjéoda mle 722 échelon 4 indice 600
 Tsognagbé Aglago mle 69 échelon 5 indice 650
 Elitcha Koffi mle 614 échelon 5 indice 650
 Agnasré Katchalibia mle 660 échelon 4 indice 600
 Moussa Moumouni mle 456 échelon 5 indice 650
 Bitaki Tchamdja mle 502 échelon 5 indice 650
 Kpélou Essolakina mle 524 échelon 5 indice 650
 Tabone Bina mle 476 échelon 5 indice 650
 Patokiwoé Salifou mle 532 échelon 5 indice 650
 Degbevi Mawutodji mle 640 échelon indice 650
 Tinguendani Damtaré mle 540 échelon 5 indice 650
 Ouro-Sama Djibril mle 670 échelon 5 indice 650
 Sagma Yaré mle 470 échelon 5 indice 650
 Kitala M'Bémba mle 520 échelon 5 indice 650
 Abodji Tchapo mle 553 échelon 5 indice 650

Klouvi Assionvi mle 516 échelon 5 indice 650
 Atchota T. Kpona mle 421 échelon 5 indice 650
 Bayaro Atiyodi mle 644 échelon 5 indice 650
 Bisse Bimanam mle 638 échelon 5 indice 650
 Tchaketcha Koutchango mle 562 échelon 5 indice

650

Fousséni Safianou mle 749 échelon 4 indice 600
 Atché Djigou mle 634 échelon 5 indice 650
 Tchoua T. Patouani mle 678 échelon 5 indice 650
 Kpalaye Madjalitétou mle 880 échelon 4 indice 600
 Panakinaou Assessim mle 672 échelon 5 indice 650
 Adjaré S. Alandja mle 703 échelon 4 indice 600
 Pel Kona mle 898 échelon 4 indice 600
 Tangboa Komi mle 606 échelon 5 indice 650
 Mouzou Palakiyém mle 895 échelon 4 indice 600
 Tchao Eglou mle 909 échelon 4 indice 800
 Awi Laladom mle 829 échelon 4 indice 800
 Kola Agnidouféi mle 517 échelon 650
 Kpanté Kondi mle 651 échelon 4 indice 600
 Abdou Séidou mle 335 échelon 6 indice 700

Pour le grade GP. de 1re classe

Les GP. de 2e classe :

Amediamé Komina mle 396 échelon 6 indice 500
 Akpao Adjambao mle 411 échelon 6 indice 500
 Nyamikou Koffi mle 528 échelon 6 indice 500
 Akpang Abanté Kondowou mle 499 échelon 6

indice 500

Diadjakpo Birani mle 505 échelon 6 indice 500
 Kouma Komlavi mle 525 échelon 6 indice 500
 Djakpère Hamidou mle 508 échelon 6 indice 500
 Tchekpane Assié mle 489 échelon 6 indice 500
 Safuie Yaovi mle 900 échelon 5 indice 450
 Kolani Gnoati mle 523 échelon 6 indice 500
 Kouti Komlan mle 592 échelon 6 indice 500
 Lawson Laté mle 662 échelon 6 indice 500
 Ognado Ankou mle 601 échelon 6 indice 500
 Laré Diopo mle 561 échelon 6 indice 500
 Adjoda Sandou Essodina mle 629 échelon 6 indice

500

Agbovi Kokou mle 573 échelon 6 indice 500
 Davon Koffi mle 736 échelon 5 indice 450
 Ogbone Worou mle 600 échelon 6 indice 500
 Abossou Akonta Barba mle 623 échelon 6 indice

500

Kamassa Kodjo mle 597 échelon 6 indice 500
 Adandjesso Sanlévo mle 625 échelon 6 indice 500
 N'Nalikpa Lantame mle 667 échelon 6 indice 500
 Olympio Sipo Adébayo mle 669 échelon 6 indice

500

Kpango Tchekpane mle 607 échelon 6 indice 500
 Kombaté Kondandja mle 658 échelon 6 indice 500
 Kampouli Dakoname mle 560 échelon 6 indice 500
 Kolani Hulpo mle 559 échelon 6 indice 500
 Kolani Tadandja mle 554 échelon 6 indice 500
 Semedo Yao mle 604 échelon 6 indice 500
 Abotsi Anoumou mle 624 échelon 6 indice 500
 Adjaho Kokou mle 680 échelon 5 indice 450
 Afangbé Kodjo mle 717 échelon 5 indice 450
 Agbowadan Kowou Kponsou mle 696 échelon 5

indice 450

Essenou Komlan mle 442 échelon 5 indice 450
 Nahm-Tchougli Boudandja mle 779 échelon 5

indice 450

Bakpada B. Losso mle 594 échelon 5 indice 450
 Pana Abalo mle 631 échelon 5 indice 450
 Gbadago Kodjo mle 750 échelon 5 indice 450
 Gotoma Dikerba mle 590 échelon 5 indice 450
 Aglah Séttriako Agbédanou mle 816 échelon 5 indice 450
 Idrissou Yaya mle 654 échelon 5 indice 450
 Semoudjé Kouami mle 901 échelon 5 indice 450
 Koukpali Yao mle 764 échelon 5 indice 450
 Sogbossi Yao mle 904 échelon 5 indice 450
 Soklou Agbéko Houslou mle 74 échelon 5 indice 450
 Sindjalim Téi mle 902 échelon 5 indice 450
 Avosse Kossivi mle 721 échelon 5 indice 450
 Fambamongue Danmidjoine mle 857 échelon 5 indice 450
 Aboglo Komlan Evénnyon mle 812 échelon 5 indice 450
 Kezie Sindjalim mle 873 échelon 5 indice 450
 Nayabo Moussa mle 778 échelon 5 indice 450
 Sekaya N'Souavi mle 588 échelon 5 indice 450
 Agbegnigan Teyouwa mle 698 échelon 5 indice 450
 Tewou Kossi Téi mle 454 échelon 6 indice 500
 Assiobo Kodjovi mle 712 échelon 5 indice 450
 Egbedji K. Dodzi mle 854 échelon 5 indice 450
 Boyodi Komlan Essotina mle 729 échelon 5 indice 450
 Kouyantou M'Bakéni mle 756 échelon 5 indice 450
 Tchodom Atakou mle 756 échelon 5 indice 450
 Morou Tangbadja mle 784 échelon 5 indice 450
 Koliko Koffi mle 665 échelon 5 indice 450
 Yatouti Nagbandjoa mle 807 échelon 5 indice 450
 Talaki Bawia mle 793 échelon 5 indice 450
 Lantame Tamaka mle 773 échelon 5 indice 450
 Affoh Guédéou Tchédre mle 713 échelon 5 indice 450
 Akpetor Kpéssou mle 710 échelon 5 indice 450
 Yendoubani Poukinipo mle 646 échelon 5 indice 450
 Wodé Aguéré mle 805 échelon 5 indice 450
 Tchodié Essossimna mle 800 échelon 5 indice 450
 Gountanti Talate mle 752 échelon 5 indice 450
 Santa Boukari mle 790 échelon 5 indice 450
 Tchakada Inoussa mle 796 échelon 5 indice 450
 Takpe Toyi mle 690 échelon 5 indice 450
 Bouki Fala Didi mle 764 échelon 5 indice 450
 Bignangue Wélenguéti mle 841 échelon 5 indice 450
 Nifogue Sankardja mle 890 échelon 5 indice 450
 Douti Tékébane mle 852 échelon 5 indice 450
 Gakpa Yao Kpado mle 860 échelon 5 indice 450
 Adjamgame Sardji mle 813 échelon 5 indice 450
 Mouta Koffi mle 683 échelon 5 indice 450
 Katanga T. Kpatcha mle 758 échelon 5 indice 450
 Kalo Djato Tchouka mle 759 échelon 5 indice 450
 Kpatcha Toyi mle 766 échelon 5 indice 450
 Woaboti Name mle 803 échelon 5 indice 450
 Sanwogou Banadéni mle 789 échelon 5 indice 450
 Biao Abdou-Kérim mle 730 échelon 5 indice 450
 Adjessewonou Kossi mle 709 échelon 5 indice 450
 Noutsougan Kokou mle 782 échelon 5 indice 450

Ladjo Gakitoma mle 770 échelon 5 indice 450
 Koffi Kouame Kossi mle 761 échelon 5 indice 450
 Gagnagnatou O. Kossi mle 859 échelon 5 indice 450
 Assoumanou Aboubakari mle 831 échelon 5 indice 450
 Alfa Wissi mle 819 échelon 5 indice 450
 Kewegnang Kibalo mle 757 échelon 5 indice 450
 Tsekpo Abotsi mle 801 échelon 5 indice 450
 Nikabou Napo mle 781 échelon 5 indice 450
 Adjola Toyi mle 815 échelon 5 indice 450
 Akondo Ali Ayéwa mle 818 échelon 5 indice 450
 Houssou Tchala Pilipam mle 864 échelon 5 indice 450
 Adjé Kola Korna Takouda mle 814 échelon 5 indice 450
 Kpatogbe Messan mle 881 échelon 5 indice 450
 Amevor Afanou mle 827 échelon 5 indice 450
 Lakignan Yoma mle 885 échelon 5 indice 450
 Awaté Atchikiti mle 835 échelon 5 indice 450
 Tchein Koffi Kossi mle 799 échelon 5 indice 450
 Sowadan Kouami Kouma mle 791 échelon 5 indice 450
 Adam Tchanilé Bouraïma mle 675 échelon 5 indice 450
 Bodi Issaka mle 731 échelon 5 indice 450
 Aloubissiki Kabassém mle 714 échelon 5 indice 450
 Dakpui Agbéko mle 737 échelon 5 indice 450
 N'Tcha Nata Bagnam mle 602 échelon 5 indice 450
 N'Souyen Tchondo mle 783 échelon 5 indice 450
 Akonda Agbéko mle 688 échelon 5 indice 450
 Toyou Boyadjéba mle 802 échelon 5 indice 450
 Aléon Akonta Maléba mle 725 échelon 5 indice 450
 Akoda Agbéko mle 688 échelon 5 indice 450
 Kondi Lalibabe mle 876 échelon 5 indice 450
 Tchassim Pikili mle 795 échelon 5 indice 450
 Badie Banawaï mle 838 échelon 5 indice 450
 Adilai Komi Akpo mle 628 échelon 6 indice 500
 Somali Komi mle 605 échelon 6 indice 500
 Pare K. Gounséti mle 589 échelon 6 indice 500
 Esso Kodjo mle 648 échelon 6 indice 500
 Assinou Komi mle 577 échelon 6 indice 500
 Laré Damboté mle 772 échelon 5 indice 450
 Agbota Atsou mle 672 échelon 5 indice 450
 Doleme Kodjo mle 637 échelon 5 indice 450
 Douti Nabréka mle 738 échelon 5 indice 450
 Palanga Abalonoyou mle 786 échelon 5 indice 450
 Kolani Gountante mle 765 échelon 5 indice 450
 Farara Kpatcha mle 748 échelon 5 indice 450
 Batascom Massabalo mle 732 échelon 5 indice 450
 Djaguegnite Babouayéne mle 739 échelon 5 indice 450
 Aloula Pouyo mle 823 échelon 5 indice 450
 Gbandi Boukari mle 861 échelon 5 indice 450
 Kombaté Bawokaté mle 888 échelon 5 indice 450
 Namale Baba mle 889 échelon 5 indice 450
 Tagba Abalo mle 906 échelon 5 indice 450
 Adéwi Animondome mle 626 échelon 6 indice 500
 Abiou Abalo mle 571 échelon 6 indice 500
 Magrebe Kpandja mle 595 échelon 6 indice 500
 Tona Kangni Afantchao mle 679 échelon 6 indice 500

Kantani Léngue mle 625 échelon 6 indice 500
 Abeya Tchila mle 685 échelon 6 indice 500
 Nanati Bantèbe mle 780 échelon 5 indice 450
 Bobiye Komlanvi mle 845 échelon 5 indice 450
 Tormangue Tounandame mle 912 échelon 450
 Awi M'Bani mle 715 échelon 5 indice 450
 Aranguiwe Tcha N'Golo mle 727 échelon 5 indice

450

Anani Essan mle 744 échelon 5 indice 450
 Adekpe E. Koffi mle 704 échelon 5 indice 450
 Haissa Laou mle 650 échelon 6 indice 500
 Tingakpa Kpakpa mle 603 échelon 6 indice 500
 Adjicta Hodiba mle 603 échelon 6 indice 500
 D'Almeida Kovi mle 612 échelon 6 indice 500
 Lama Koussème mle 593 échelon 6 indice 500
 Bessou Agbèssignalé mle 580 échelon 5 indice 450
 Agbessenou Ankou mle 697 échelon 5 indice 450
 Anathère Manawa mle 636 échelon 5 indice 450
 Amegavi Kodjo mle 608 échelon 5 indice 450
 Adjidaglo Kokou mle 705 échelon 5 indice 450
 Adjato Kokou Dogbé mle 686 échelon 5 indice 450
 Idrissou Dermane mle 865 échelon 5 indice 450
 Yentchabre Nagbani mle 808 échelon 5 indice 450
 Kouloum M'Ma mle 760 échelon 5 indice 450
 N'fale Kodjo mle 630 échelon 5 indice 450
 Bakélé Bassagou mle 633 échelon 5 indice 450
 Atcham Ayonam mle 811 échelon 5 indice 450
 Essilivi Komlan mle 585 échelon 5 indice 450
 Flagbo Komlanvi mle 575 échelon 5 indice 450
 Hallo Komlan mle 753 échelon 5 indice 450

Awaté Kpatcha mle 810 échelon 5 indice 450
 Poyode Abalo mle 787 échelon 5 indice 450
 Yawotse Késsougbo mle 806 échelon 5 indice 450
 Apita Alabada mle 675 échelon 5 indice 450
 Kao Yao mle 872 échelon 5 indice 450
 Sintou Sindata mle 903 échelon 5 indice 450
 Bawina Abalo mle 917 échelon 5 indice 450
 Bokovi Komi mle 846 échelon 5 indice 450
 Nutsugan Mensan mle 892 échelon 5 indice 450
 Atakati Tchao mle 832 échelon 5 indice 450
 Nadjombé Samil Nadjombé mle 874 échelon 5
 indice 450

Kotor Kokou Gakpovi mle 878 échelon 5 indice 450
 Morou Raimou mle 804 échelon 5 indice 450
 Amah Gnassingbé mle 825 échelon 5 indice 450
 Santotimba Katchou mle 899 échelon 5 indice 450
 Atsou Kossi mle 833 échelon 5 indice 450
 Langui Mounesso mle 886 échelon 5 indice 450
 Kpessou Adjé mle 884 échelon 5 indice 450
 Doleagbenou Kossi mle 850 échelon 5 indice 450
 Pilaza Pakou mle 842 échelon 5 indice 450
 Katanga Mèba mle 867 échelon 5 indice 450
 Kpetor Aristétou mle 883 échelon 5 indice 450
 N'Yawo M'Bébi mle 893 échelon 5 indice 450
 Koyodina Essoyodou mle 879 échelon 5 indice 450
 Nikabou Essofa mle 891 échelon 5 indice 450
 Avaga Atsou mle 834 échelon 5 indice 450
 Takou Sanda mle 907 échelon 5 indice 450
 Dogbé Gnagblondjo mle 921 échelon 5 indice 450
 Yantse Yaovi Eby mle 923 échelon 5 indice 450

Le traitement des intéressés reste imputable à la section 15, chapitre 21, article 00-00, paragraphe 10 du budget général, gestion 1991.

Arrêté 27/MATS/DSN-DAL du 17-3-92 — Les brigadiers de police 2e échelon et les gardiens de la paix 7e échelon ci-dessous désignés sont promus comme suit :

*Au grade de brigadier-chef de police 1er échelon
 Pour compter du 2 septembre 1991*

MM. Djéri Salifou, brigadier de police 2e échelon
 Lambana Pérem, brigadier de police 2e échelon
 Tchafaram Bouraima Issa, brigadier de police 2e échelon

*Au grade de brigadier de police 2e échelon
 pour compter du 2 mars 1991*

M. Kawessina Djoloua, gardien de la paix 7e éch.
Au grade de brigadier de police 2e échelon

Pour compter du 2 septembre 1991

MM. N'Bouké Kokou, gardien de la paix 7e éch.
 Lorempo Sanéta, gardien de la paix 7e éch.
 Aziaka Koffi, gardien de la paix 7e éch.

Au grade de brigadier de police 1er échelon

Pour compter du 2 mai 1991

MM. Agbagni Moussa, gardien de la paix 7e éch.
 Kassang A. Kokou, gardien de la paix 7e éch.
 Malou Yoma, gardien de la paix 7e éch.
 Sable Nadali, gardien de la paix 7e éch.

Pour compter du 10 septembre 1991

M. Atitso Komlan Kadéwo, gardien de la paix 7e éch.

Arrêté n° 29/MATS/CGP du 20-3-92 — Les gardiens de préfecture dont les noms suivent sont nommés aux grades ci-après pour compter du 1er décembre 1991.

Aux grades de caporaux chefs

Les 1res classes :

Mouzou T. Badjamlé mle 776 éch. 6 ind. 500
 Alouwa Sétabalo mle 824 éch. 5 ind. 450
 Ayéna Ankou mle 837 éch. 5 ind. 450
 Tchakondo Djibril mle 910 éch. 5 ind. 450

Le traitement des intéressés reste imputable à la section 15, chapitre 23, article 00-00, paragraphe 10 du budget général, gestion 1991.

Titularisation

Arrêté n° 24/MATS/CGP du 12-3-92 — Les élèves gardiens de préfecture dont les noms suivent, sont titularisés pour compter du 1er décembre 1991 ; soit gardiens de préfecture de 2e classe échelon 1 indice 300

ORD.	GRADE	NOM ET PRENOMS	N° Mle	DATE DE MISE EN SERVICE	ECHELON	INDICE
001	2e cl.	Bambem Yaokan	968	1er-01-1989	1	300
002	2e cl.	Amadou Yaya	952	1er-01-1989	1	300
003	2e cl.	Alassani Koffi	945	1er-01-1989	1	300
004	2e cl.	Kodédjo Kossi	990	1er-01-1989	1	300
005	2e cl.	Yéyé Kokou	1031	1er-01-1989	1	300

Le traitement des intéressés reste imputable à la section 15, chapitre 21, article 00-00, paragraphe 10 du budget général, gestion 1991.

Changement d'échelon

Arrêté n° 25/MATS/CGP du 17-3-92 — Les gardiens de préfecture dont les noms suivent passeront à l'échelon supérieur par ancienneté de service pour compter du 1er décembre 1991.

NOM ET PRENOMS	GRADE			DATE DE MISE EN SERVICE	INDICE
		ANCIEN	NOUVEAU		
Atikey K. Saganago	C/C	5	6	1er-12-76	500
Nanoumba Baliktambi	C/C	5	6	1er-12-76	500
Atsou A. Domley	C/C	5	6	1er-12-76	500
Djovakpo Yawo-Kuma	C/C	5	6	1er-12-76	500
Fintakpa Y. Tigaba	C/C	5	6	1er-12-76	500

Le traitement des intéressés reste imputable à la section 15, chapitre 21, article 00-00, paragraphe 10 du budget général, gestion 1991.

Avancement d'échelons

Décision n° 002/MATS/DSN/DAL du 10-3-92 —
Sont constatés aux dates ci-après les avancements
d'échelon des fonctionnaires ci-dessous désignés du
corps des gradés et gardiens de la paix du cadre
spécial de la sûreté nationale :

*Au grade de gardien de la paix 7e échelon
à compter du 2 avril 1990*

MM. Kpessé Kodjo Elavagnon, gardien de la paix
6e échelon

Amecy Koffi Mawuena, gardien de la paix
6e échelon

à compter du 1er juin 1990

M. Agbevè Kokouvi, gardien de la paix 6e éch.

à compter du 1er juin 1991

MM. Douty Benoupo, gardien de la paix 6e éch.
Tété Eklou, gardien de la paix 6e éch.
Bilalissi Takam, gardien de la paix 6e éch.
Atsu-Dété Yaovi, gardien de la paix 6e éch.
Kallao Essobiyou, gardien de la paix 6e éch.

à compter du 2 juillet 1989

Agbegnigan-Klevor Koffi, gardien de la paix
6e échelon

*Au grade de gardien de la paix de 7e échelon
à compter du 2 juillet 1989*

MM. Semeglo Azonnou, gardien de la paix
6e échelon

Kossolor Essomanam, gradien de la paix de 6e éch.
Kada-Sedode Kouassivi, gardien de la paix
6e échelon

à compter du 1er octobre 1990

MM. Mama Zékérya, gardien de la paix 6e éch.
Amouzou Gbléamé, gardien de la paix 6e éch.
Bayamna M. Kokou, gardien de la paix 6e éch.
Egbelou T. Essodina, gardien de la paix 6e éch.

Au grade de gardien de la paix de 6e échelon

à compter du 1er janvier 1991

MM. Kpankpa Atana, gardien de la paix 5e éch.
Kangni Folly, gardien de la paix 5e éch.
Adjonome Mérali, gardien de la paix 5e éch.
Tagba Kossi Brizibè, gardien de la paix 5e éch.
Brahima Souradji, gardien de la paix 5e éch.
Fianyekou Komi Noamessi, gardien de la paix
5e échelon

Adj. Tchande Tchankou Tchango, gardien de la
paix 5e éch.

Gnalimba Kossi Djomah, gardien de la paix
5e échelon

Alabadjaré Kpatcha, gardien de la paix 5e éch.
Wouro-Boutchou Tcha Ali, gardien de la paix
5e éch.

à compter du 1er mars 1991

MM. Assima Kpatcha Tchao, Gardien de la Paix
5e éch.

Ayéva Hima, gardien de la paix 5e éch.

Boepake Bawa, gardien de la paix 5e éch.

Botobawui Amende Tchamdja gardien de la paix
5e éch.

Dékadjevi Zisseh, gardien de la paix 5e éch.

Dokounon Komla Agbenyega, Gardien de la paix
5e éch.

Chapiogo Dafantin, gardien de la paix 5e éch.
échelon

Kekeh Akouété Tiney, gardien de la paix 5e éch.
échelon

Laklala Koffi N'Tozan, gardien de la paix
5e échelon

à compter du 21 août 1989

Kebina Kagnaya, gardien de la paix 5e éch.

*Au grade de gardien de la paix de 4e échelon
à compter du 1er mai 1990*

MM. Akor Nyalessi Zatey, gardien de la paix
3e échelon

Banla Essossimna, gardien de la paix 3e éch.

Egueh Anani, gardien de la paix 3e éch.

Gnassingbé Mazimando, gardien de la paix
3e échelon

Kadissoli Togbowo, gardien de la paix 3e éch.

Lemon Pémélé, gardien de la paix 3e éch.

Limazre Tchao, gardien de la paix 3e éch.

Mewezino Komlan batali, gardien de la paix
3e échelon

Nyassogbo Atsu Edem, gardien de la paix
3e échelon

Sogoyou Toyi Mindezibè, gardien de la paix
3e échelon

Togbedzi Afoutou, gardien de la paix 3e éch.

*Au grade de gardien de la paix de 3e échelon
à compter du 1er juin 1990*

MM. Apantrema Warkame, gardien de la paix
2e éch.

Babaké M. Lomabalo, gardien de la paix 2e éch.

Batchassi Baninèbendou, gardien de la paix
2e échelon

Bayakassang Wassa, gardien de la paix de 2e éch.

Bonfoh Abdoul Mountanlabi, gardien de la paix
2e éch.

Djagbaré Binakioulé, gardien de la paix
2e échelon

*Au grade de gardien de la paix de 3e échelon
à compter du 1er juin 1990*

MM. Faya Toyi, gardien de la paix 2e éch.

Gomina Alassane, gardien de la paix 2e éch.

Karouwe Balakimwé, gardien de la paix 2e éch.

Lomdo Essoyom, gardien de la paix 2e éch.

Wala Lao Abalo, gardien de la paix 2e éch.

à compter du 1er septembre 1990

MM. Béré Anawa, gardien de la paix 2e éch.
Karéwe Kossi, gardien de la paix 2e éch.
Nikabou-Sallifou Soulémane gradien de la paix
2e échelon.

Décision n° 003/MATS/DSN/DAL du 10-3-92 —
Sont constatés aux dates ci-après les avancements
d'échelon des fonctionnaires ci-dessous désignés du
corps des officiers de police adjoints du cadre spécial
de la sûreté nationale :

*Au 2e échelon de grade d'officier de police
adjoint principal
à compter du 2 septembre 1990*

M. Nika Malwesson Tcha-Toki, officier de police
adjoint principal 1er échelon.

*Au 5e échelon de grade d'officier de police adjoint
à compter du 2 juillet 1991*

M. Kadohou Halatom, officier de police adjoint
4e échelon.

Décision n° 004/MATS/DSN/DAL du 10-3-92 —
Sont constatés aux dates ci-après les avancements
d'échelon des fonctionnaires ci-dessous désignés du
corps des officiers de police du cadre spécial de la
sûreté nationale :

*Au 4e échelon de grade d'officier de police principal
à compter du 2 octobre 1990*

M. Glakar Kodjo Agbovi, officier de police prin-
cipal 3e échelon

*Au 4e échelon de grade d'officier de police
à compter du 2 mars 1991*

M. Agbotsé Dodzi, officier de police de 1re classe
3e échelon.

Décision n° 005/MATS/DSN/DAL du 10-3-92 —
Sont constatés aux dates ci-après les avancements
d'échelon des fonctionnaires ci-dessous désignés du
corps des gradés et gardiens de la paix du cadre
spécial de la sûreté nationale :

*Au grade de brigadier-chef de police de 3e échelon
Pour compter du 2 avril 1991*

M. Agbangba D. Mawulé, brigadier-chef de police
de 2e échelon

Pour compter du 1er mai 1991

Assih Téloudé Kpatcha, brigadier-chef de police
2e échelon

*Au grade de brigadier de police de 2e échelon
Pour compter du 2 octobre 1991*

M. Yanwo Kondi, brigadier de police 1er éch.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Déblocage de crédits

Décision n° 006/MEF/FCS du 6-1-92 — Il est mis
à la disposition du ministre du commerce et des trans-
ports un crédit de un million trois cent cinquante
quatre mille six cent huit (1.354.608) francs CFA pour
lui permettre d'honorer le contrat concernant le
nettoyage et l'entretien des bureaux de son cabinet
pour l'année 1991.

La dépense est imputable sur le budget général,
gestion 1991, section 07, chapitre 62, article 07-21,
paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 11/MEF/FCS du 15-1-92 — Il est mis
à la disposition du ministre de l'éducation nationale
et de la recherche scientifique un crédit de huit
millions six cent soixante mille quatre cent quatre
vingts (8.660.480) francs CFA pour le fonctionnement
du centre informatique antenne de Kara.

La dépense est imputable sur le budget général,
gestion 1991, section 07, chapitre 62, article 07-21,
paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 29/MEF/FCS du 28-1-92 — Il est mis
à la disposition du premier ministre un crédit de cinq
millions (5.000.000) de francs CFA pour lui permettre
d'équiper et de faire fonctionner son hôtel, le secré-
tariat général du gouvernement et les cabinets civils et
militaire.

La répartition de ce crédit sera faite de la
manière suivante :

— 2.000.000 F CFA pour le fonctionnement et
l'équipement de l'hôtel du premier ministre.

— 3.000.000 F CFA équipement et fonctionnement
du secrétariat général du gouvernement et des
cabinets civil et militaire.

La dépense est imputable sur le budget général,
gestion 1991, section 07, chapitre 83, article 00-00,
paragraphe 99 (conférences internationales).

Arrêté n° 134/MEF/DGI du 17-3-92 — Sont approu-
vés les dégrèvements détaillés au tableau ci-joint d'un
montant de quatre cent soixante trois millions cinq
cent cinquante quatre mille huit cent quarante six
(463.554.846) francs CFA.

Le directeur général du trésor et de la comptabi-
lité publique, le directeur général des impôts et le
directeur des finances sont chargés chacun en ce qui
le concerne de l'exécution du présent arrêté.

DETAIL DES DEGREVEMENTS

Nom des Contribuables	Année d'imposition	Rôles-articles	TFG	TOTAL
SCOA-TOGO-LOME	1983-1984	141-42	10.988.400	44.291.121
	1985-1986	69-18	17.063.036	
	1986-1987	75-6	12.492.085	
	1987-1988	90-61	1.873.800	
	1988-1989	102-4	1.873.800	
SOCIMAT-TOGO-LOME	1983-1984	140-12	1.251.367	2.375.096
	1984-1985	55-21	335.039	
	1985-1986	70-16	788.690	
SGGG-TOGO-LOME	1983-1984	140-27	22.064.439	83.179.114
	1984-1985	53-2	832.909	
	1985-1986	73-9	30.368.174	
	1987-1988	112-6	29.813.600	
CICA-TOGO-LOME	1983-1984	141-99	13.180.350	47.445.900
	1985-1986	73-4	17.183.250	
	1986-1987	89-76	17.082.300	
CAMAA-TOGO-LOME	1985-1986	53-55	675.397	8.741.736
	1986-1987	72-8	1.628.205	
	1987-1988	48-15	1.489.650	
	1988-1989	60-23	1.022.124	
	1989-1990	123-22	1.926.360	
Cie FAO-TOGO-LOME	1983-1984	140-4	10.691.809	9.924.672
	1985-1985	89-28	14.136.808	
	1986-1986	66-29	30.006.030	
	1986-1987	72-2	42.090.025	
TOGO-GAZ-LOME	1984-1985	53-11	2.534.438	17.870.693
	1986-1986	53-37	3.172.434	
	1986-1987	75-40	4.115.645	
	1987-1988	169-1	718.440	
	1988-1989	81-14	3.639.426	
	1989-1990	219-11	3.690.310	
BTCI-LOME	1987-1988	48-01	2.685.183	8.685.183
			à reporter	301.513.515

DETAIL DES DEGREVEMENTS

Nom des Contribuables	Année d'imposition	Rôles/articles	TFG	TOTAL
			Report	301.513.515
UAC-TOGO-LOME	1985-1986	74-4	51.597.698	136.702.247
	1986	1-4	39.331.901	
	1986-1987	113-7	45.772.650	
SUDETEL-TOGO-LOME	1984-1985	53-57	471.762	7.605.477
	1986-1987	74-12	1.875.296	
	1987-1988	171-2	2.115.919	
	1988-1989	64-43	2.092.500	
	1989-1990	283-15	1.050.000	
SOCOPAO-TOGO-LOME	1985-1986	53-7	4.013.797	17.733.607
	1986-1987	72-13	4.729.155	
	1987-1988	61-19	4.382.355	
	1988-1989	64-32	4.608.300	
			TOTAL	463.554.846

Nomination

Arrêté n° 125/MEF/CAB du 3-3-92 — M. Patassé Kpanlou, inspecteur des douanes de 1re classe 4e échelon, précédemment directeur général de l'administration des douanes est, nommé conseiller technique au ministère de l'économie et des finances chargé des affaires douanières.

MINISTERE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

Nomination

Arrêté n° 1/MCT/MEF du 9-1-92 — M. Agba Faré, n°mle 033529-K, en service à la direction des affaires maritimes est nommé régisseur auprès de ladite direction.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTERE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE*Admission*

Arrêté n° 29/METFP du 24-1-92 — Mlle Ohiami Abra Désiadé Essémuinyé, n° mle 032167-R, employée de bureau permanente 5e catégorie échelle C, titulaire

du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et qui a réuni cinq (5) années d'ancienneté dans l'administration générale, est nommée dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C-indice 550) à compter du 22 juin 1987 et reste mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (section 27, chapitre 25 du budget général).

L'intéressée est élevée aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :

22-6-1989 — adjoint administratif de 2e cl. 2e éch.

22-6-1991 — adjoint administratif de 2e cl. 3e éch. (ind. 550).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 4 juillet 1991.

Titularisations

Arrêté n° 13/METFP du 9-1-92 — M. Alagbo Kokouvi Agbényéga, n° mle 006991-R, professeur de CEG de 3e classe 1er échelon stagiaire (cat. A2 indice 1100) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis à l'examen du certificat d'aptitude pédagogique (CAP-CEG) série examen est titularisé dans son grade à compter du 1er janvier 1985 et conserve une ancienneté de 3 mois 21 jours.

Arrêté n° 14/METFP du 9-1-92 — M. Tozoun Kokou Biossey, n° mle 036177-B, rédacteur en chef de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100) du cadre des fonctionnaires de la radiodiffusion qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 1er mars 1991 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 15/METFP du 9-1-92 — M. Koffi-Tessio Mitowanou Egnonto, n° mle 036479-Z, professeur d'enseignement supérieur de 3e classe 2e échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1450) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 1er mars 1991 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 16/METFP du 9-1-92 — Les fonctionnaires stagiaires ci-après désignés, du cadre de la magistrature qui ont accompli avec succès l'année réglementaire de stage sont titularisés dans leur grade à compter du 1er mars 1991 et conservent chacun une ancienneté d'un an.

Magistrat de 3e grade 2e échelon (cat. A1-ind. 1450)
Missité Aworou Komlan, n° mle 036327-N
Yaba Mikémina, n° mle 036305-T

Arrêté n° 17/METFP du 9-1-92 — M. Kadja Abalodjam, géographe de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100) qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage est titularisé dans son grade à compter du 1er mars 1991 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 53/METFP du 27-1-92 — M. Djamado Komi Mawuli Viako, n° mle 026342-Y, attaché d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 19 juillet 1991 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 54/METFP du 27-1-92 — M. Ameke-Koudossou Amouzou Vlodoamey, n° mle 008243-V, archiviste de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2 indice 1100) qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage est titularisé dans son grade à compter du 28 septembre 1991 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 55/METFP du 27-1-92 — Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, qui ont accompli avec succès l'année réglementaire de stage sont titula-

risés dans leur grade à compter du 1er mars 1991 et conservent chacun une ancienneté d'un an.

Conseiller sportif de 3e classe 1er échelon
(cat. A2-ind. 1100)

Madjouliba Manan'Biriba, n° mle 036218-U
Maître d'éducation physique et sportive
de 3e classe 1er échelon (cat. B ind. 750)
Boma Mabemane, épouse Pagniou, n° mle 036218-A.

Arrêté n° 56/METFP du 27-1-92 — M. Ayitey Ayitévi, n° mle 099839-Z, greffier de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B-indice 750), du cadre du personnel judiciaire qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage est titularisé dans son grade à compter du 28 septembre 1991 et conserve une ancienneté d'un an.

Nomination

Décision n° 6/METFP/DGTMOSS du 24-2-92 Mme Eusebio Taylor, épse Pedado n° mle 014433-B, adjoint administratif de 2e classe 3e échelon en service à la direction générale du travail, de la main-d'oeuvre et de la sécurité sociale est nommée billeteur pour la direction, les services des inspections du travail et des lois sociales et le service de la main-d'oeuvre et de l'emploi en remplacement de M. Adom Sato Takougnadi.

La présente décision prend effet pour compter du 1er janvier 1992.

Arrêté n° 058/METFP du 27-1-92 — M. Mabalo Diekliwe, n° mle 010764-E, inspecteur du travail de 1re classe 3e échelon est nommé attaché de cabinet du ministre de l'emploi, du travail et de la fonction publique.

Détachements

Arrêté n° 18/METFP du 9-1-92 — M. Agba Kondi Madjome, n° mle 036020-W, vétérinaire-inspecteur général 2e échelon, du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, précédemment en service au ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique est placé, sur sa demande, dans la position de détachement pour servir auprès de l'école inter-Etats des sciences et médecine vétérinaires de Dakar.

Durant la période de détachement, les émoluments de M. Agba sont à la charge de ladite école et la contribution complémentaire de 20 % à la caisse de retraites du Togo sera imputée sur le budget général du Togo, en application des dispositions de l'article 62-III-3e de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7 %.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 21/METFP du 14-1-92 — Les agents ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile, relevant du ministère du commerce et des transports sont placés dans la position de détachement pour servir auprès de l'ASECNA.

MM. — Akakpo Ayikoé Godo Agou, n° mle 036612-E, ingénieur d'aviation civile de 2e classe 2e échelon
— Laikpei Tchassia, n° mle 036613-P, ingénieur d'aviation civile de 2e classe 2e échelon

Pendant la durée du détachement, les émoluments de MM. Akakpo et Laikpei ainsi que la contribution complémentaire de 20 % à la caisse de retraites du Togo seront à la charge de l'ASECNA.

Les intéressés subiront sur leur traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7 %.

Le présent arrêté prend effet à compter du 1er mars 1991.

Arrêté n° 28/METFP du 24-1-92 — M. Meyisso Kwamé, n° mle 023960-S, professeur d'enseignement général de 2e classe 3e échelon précédemment en service au cabinet du ministre du commerce et des transports, est placé dans la position de détachement pour servir auprès de la chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie du Togo à compter du 29 octobre 1991.

Pendant la durée du détachement les émoluments de M. Meyisso ainsi que la contribution complémentaire de 20 % de la caisse de retraites du Togo seront à la charge de ladite chambre.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7 %.

Arrêté n° 35/METFP du 27-1-92 — M. Akator S. Koffi, n° mle 016303-R, ingénieur d'Agriculture principal 1er échelon du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en service à la direction du développement rural et de l'environnement à Lomé est placé, sur sa demande, dans la position de détachement pour servir auprès de l'association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'ouest (A.D.R.A.O) à Bouaké en Côte-d'Ivoire.

Pendant la durée de détachement, les émoluments de M. Akator ainsi que la contribution complémentaire de 20 % à la caisse de retraites du Togo seront à la charge de ladite Institution.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7 %.

Le présent arrêté prend effet à compter du 26 décembre 1991.

Arrêté n° 50/METFP du 27-1-92 — Mme Kondi Ikpindi Tadosga, épouse Zoumaro-Djayoon, n° mle 007528-J, secrétaire d'administration de 1re classe 3e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en service à la direction générale des affaires sociales est placée dans la position de détachement pour servir auprès du Projet CARE-Togo pour une période de quatre (4) ans, valable du 1er janvier 1992 au 31 décembre 1995 inclus.

chement pour servir auprès du Projet CARE-Togo pour une période de quatre (4) ans, valable du 1er janvier 1992 au 31 décembre 1995 inclus.

Durant la période de détachement, les émoluments de Madame Kondi sont à la charge dudit projet et la contribution complémentaire de 20 % à la caisse de retraites du Togo sera imputée sur le budget général du Togo, en application des dispositions de l'article 62-III-3e de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

L'intéressée subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7 %.

BONIFICATION D'ECHELON

Arrêté n° 12/METFP du 9-1-92 — est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Adotévi Adoté-Bah, n° mle 014991-H, l'arrêté n° 00693/METFP du 25 septembre 1990 portant avancement automatique d'échelons.

M. Adotévi Adoté-Bah, n° mle 014991-H, professeur de l'enseignement général de 1re classe 1er échelon (catégorie A1 — indice 2350) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du certificat de recherche et de formation en Education (CREFED) à l'issue d'un stage de formation professionnelle d'une durée de deux (2) ans en France est élevé au 2e échelon de son grade (indice 2500) à compter du 2 juillet 1990, date de retour de stage de l'intéressé et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 21 du budget général).

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 15 septembre 1988, date du dernier avancement automatique de l'intéressé.

M. Adotévi Adoté-Bah est élevé au 3e échelon de son grade (indice 2650) à compter du 15 septembre 1990.

ABSENCES IRREGULIERES

Arrêté n° 32/METFP du 22-1-92 — Est constatée à compter du 1er octobre 1991, l'absence irrégulière de M. Barque Barry Moussa, n° mle 007573-P, ingénieur des travaux publics de classe exceptionnelle de son poste.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Arrêté n° 33/METFP du 22-1-92 — Est constatée à compter du 11 octobre 1991, l'absence irrégulière de M. Dahuku Pere, n° mle 015502-Q, professeur de 1re classe 1er échelon de son poste.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

RAPPEL A L'ACTIVITE

Arrêté n° 48/METFP du 27-1-92 — Mme Edorh Akuwa Dêmesse, épouse Attiglah, n° mle 030190-G, médecin 4e échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, maintenue dans la position de disponibilité sans traitement pour études suivant arrêté n° 047/METFP du 27 janvier 1992, est rappelée à l'activité pour compter du 1er janvier 1992 et remise à la sition du ministre de la santé et de la population.

Reprise de services

Arrêté n° 41/METFP du 27-1-92 — Est constatée à compter du 13 août 1991, la reprise de service de M. Ketèhouli Djato Yaovi N'go, n° mle 03432-S, archiviste de 2e classe 4e échelon, en service au rectorat de l'université du Bénin à Lomé, désigné par arrêté n° 853/MTFP du 2 novembre 1990 pour suivre un stage de formation professionnelle à l'école nationale d'administration (ENA) à Lomé.

Sanction disciplinaire

Arrêté n° 52/METFP du 27-1-92 — Une mise à pied d'un (1) mois, privative de toute rémunération à l'exception des allocations familiales est infligée à M. Afangbédji Kossi, n° mle 026595-D, laborantin d'Etat de 1ère classe 3e échelon en service à la subdivision sanitaire d'Amou Amlamé pour pratiques abortives illégales répétées incompatibles avec la déontologie médicale. Le présent arrêté prend effet à compter de la date sa signature

Démission

Arrêté n° 51/METFP du 27-1-92 — Est acceptée la démission de Madame Folivi Dédé Ahouéfa, épouse Ziggar, n° mle 02712-N, institutrice-adjointe 3e classe 1er échelon stagiaire en service au CEG d'Ablogamé Lomé (Préfecture du Golfe). Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Retraite

Arrêté n° 025/METFP du 17-1-92 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Tairou Alassani, n° mle 002435-V, agent technique de statistique principal 1er échelon, l'arrêté n° 1046/METFP du 20 novembre 1991 portant admission à la retraite.

M. Tairou Alassani, n° mle 002435-V, agent technique de statistique principal 1er échelon du cadre des fonctionnaires de la statistique qui a accompli trente (30) ans de services effectifs est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1er avril 1992.

Arrêté n° 34/METFP du 27-1-92 - Madame Yaovi Osseyi E. Abragan, épouse Atchou, n° mle 003224-S institutrice de 1ère classe 1er échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service au ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle est admise, sur sa demande, à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1er avril 1992 en application des dispositions des articles 8, 1er alinéa et 9 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

Arrêté n° 43/METFP du 27-1-92 — Mme Eodorh Mawussi, épouse Agbobly, n° mle 007715-V, institutrice-adjointe de 2e classe 3e échelon du cadre des fonction-

naires de l'enseignement, en service à l'école primaire publique de Tokoin-ouest à Lomé est admise sur sa faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1er avril 1992, en application des dispositions de l'article 8, alinéa I de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

Arrêtés rapportés

Arrêté n° 44/METFP du 27-1-92 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 764/METFP du 06 septembre 1991 portant mise à la disposition de M. Mawuna Dzogbenyui.

Arrêté n° 37/METFP du 27-1-92 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Kognan Papayenlé, n° mle 001711-K, infirmier adjoint principal 2e échelon, l'arrêté n° 1046/METFP du 20 novembre 1991 portant admission à la retraite.

**MINISTRE DE LA COMMUNICATION
ET DE LA CULTURE***Nomination*

Décision n° 1/MCC du 27-1-92 — M. Konabi Arrayem, chauffeur n° mle 033658-L, en service au cabinet du ministre de la communication et de la culture, est nommé chauffeur du ministre de la communication et de la culture.

La présente décision prend effet à compter du 31 décembre 1991.

**LE MINISTRE DE LA SANTE
ET DE LA POPULATION**

ARRETE N° 3/92/MSP du 10-1-92 portant création d'un Comité de sélection pour les bourses de formation.

Vu l'article 36 de l'acte 7 du 23 août 1991 portant Loi constitutionnelle organisant les pouvoirs durant la période de transition ;

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion de diverses catégories de services ;

Vu le décret n° 90-158 du 2 octobre 1990 portant organisation et attribution du ministère de la Santé Publique ;

Vu la nécessité de prendre en considération les recommandations du rapport de la sous commission Santé et Population de la conférence nationale souveraine.

ARRETE :

Article premier Il est crée au ministère de la santé et de la population un comité de sélection pour les bourses de formation.

Art. 2 — Le comité de sélection pour les bourses de formation est composé comme suit :

- 1 — Le ministre de la santé et de la population
Président
- 2 — Le directeur de la planification et de la formation du personnel
Secrétaire
- 3 — Le directeur de cabinet du ministre de la santé et de la population
Membre
- 4 — Les conseillers techniques du ministre de la santé et de la population
Membres
- 5 — Le directeur général de la santé
Membre
- 6 — Les Présidents des commissions médicales
CHU Tokoin et du CHU-Campus
Membres
- 7 — Le chef de la division de la formation du personnel
Membre.

Art. 3. Le présent arrêté qui prend effet pour compter de la date de sa signature, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 10 janvier 1992

Nominations

Arrêté n° 6/92/MSP du 21-1-92 — Le docteur Siamevi Komla, n° mle 028069-P, directeur général de la santé est nommé directeur du programme « Santé et Population ».

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de la signature.

Arrêté n° 7/92/MSP du 24-1-92 — Le professeur Kassankogno Yao, n° mle 028067-V, précédemment chef du service de l'hygiène hospitalière et du service porte du CHU-Tokoin est nommé directeur de la division de l'épidémiologie en remplacement du docteur Karsa.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de la signature.

Rectificatif

ARRETE N° 13/92/MSP Rectifiant l'Arrêté N° 07/92/MSP du 24 janvier 1992 portant nomination

Au lieu de :

Le professeur Kassankogno Yao, n° mle 028067-V, précédemment chef du service de l'hygiène hospitalière et du service porte du CHU — Tokoin est nommé directeur de la division de l'épidémiologie en remplacement du docteur Karsa.

Lire :

Le professeur Kassankogno Yao, n° mle 028067-V, précédemment chef du service de l'hygiène hospitalière et du service porte du CHU — Tokoin est nommé chef de la division de l'épidémiologie en remplacement du docteur Karsa.

Le reste sans changement.

MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

ARRETE N° 002/MPAT/DGPD/DFCEP du 20 janvier 1992 portant création d'une Caisse d'Avance et nomination de Régisseur et de Co-Régisseur

LE MINISTRE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Vu l'acte n° 7 portant loi constitutionnelle adoptée le 23 août 1991 organisant les pouvoirs durant la période de transition ;

Vu l'arrêté n° 49/F du 17 mai 1991 promulguant au Togo le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'Outre-Mer, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la décision de financement FED du 6 octobre 1989 du projet n° 6605-02-52-028 relative à la banque d'information permanente sur les conditions de vie des ménages (BIP) ;

Vu le devis présenté par la direction de la statistique en date du 13 décembre 1991,

A R R E T E :

Article premier — Il est créé auprès de la direction de la statistique une Caisse d'Avance aux fins d'assurer les paiements des dépenses à effectuer au titre de l'exécution au projet « banque d'information permanente sur les conditions de vie des ménages (BIP) » et conformément au devis susmentionné.

Art. 2 — La dotation initiale de la caisse d'avance sera de dix millions (10.000.000) de francs CFA, compte tenu de la nécessité et de l'urgence des diverses acquisitions à faire en cette période de démarrage dudit projet. Elle fera l'objet d'un virement à l'union togolaise de banque (UTB) Lomé au compte n° 3230019413 par l'intermédiaire de la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à Lomé, sur mandatement du directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et après visa du délégué de la commission des communautés européennes.

Art. 3 — Le réapprovisionnement de la caisse d'avance s'effectuera au fur et à mesure de l'évolution des travaux sur présentation de pièces justificatives réglementaires et visées par le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan. Les pièces justificatives seront classées par rubrique à l'appui d'un bordereau récapitulatif établi dans les formes réglementaires et dûment approuvées par le gestionnaire de la caisse d'avance ; elles seront ensuite soumises aux visas du conseiller à la délégation du FED et de l'ordonnateur national suppléant. Le bordereau récapitulatif sera fourni en 5 exemplaires.

Art. 4 — Sont nommés respectivement régisseur et co-régisseur Messieurs :

Nouridine Bouraïma, directeur de la statistique ;
Baliki Méwunesso Pini, directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan.

Art. 5 — En fin d'opération, le solde de la caisse d'avance sera reversé au compte du projet n° 6605-02-52-028 auprès du payeur délégué, agence locale de la BCEAO à Lomé.

Art. 6 — Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 20 janvier 1992

Aimé Tchabouré GOGUE

ARRETE N° 3/MPM/DGPD/DFCEP du 4 mars 1992
portant création d'une Caisse d'Avance et nomination de Régisseur et Co-Régisseur

LE MINISTRE DU PLAN ET DE
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Vu l'acte n° 7 portant loi constitutionnelle adoptée le 23 août 1991 organisant les pouvoirs durant la période de transition ;

Vu l'arrêté n° 49/F du 17 mai 1991 promulguant au Togo le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'Outre-Mer, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la convention de financement VIe FED n° 4239/TO/P-Projet n°s 6100-41-52-017/6200-41-52-018 ;

Vu le devis annuel des dépenses pour l'année 1992 du programme triennal d'entretien routier approuvé le 5 février 1992,

A R R E T E :

Article premier — Il est créé auprès de la direction générale des travaux publics, une caisse d'avance aux fins d'assurer les paiements des dépenses à effectuer au titre de l'exécution du programme triennal d'entretien routier 6e FED (1991/1992/1993).

La dotation initiale de la caisse d'avance sera de cinq millions (5.000.000) de francs CFA, compte tenu de la nécessité et de l'urgence des diverses acquisitions à faire en cette période de démarrage dudit projet. Elle fera l'objet d'un virement à l'union togolaise de banque (UTB) Lomé au compte n° 31300-67113 par l'intermédiaire de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à Lomé, sur mandatement du Directeur du Financement et du contrôle de l'exécution du plan et après visa du délégué de la commission des communautés européennes.

Art. 3 — Le réapprovisionnement de la caisse d'avance s'effectuera au fur et à mesure de l'évolution des travaux sur présentation des pièces justificatives réglementaires et visées par le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan. Les pièces justificatives seront classées par rubrique à l'appui d'un bordereau récapitulatif établi dans les formes réglementaires et dûment approuvées par le gestionnaire de la caisse d'avance. Elles seront ensuite soumises aux visas du conseiller à la délégation du FED et l'ordonnateur national suppléant. Le bordereau récapitulatif sera fourni en sept (7) exemplaires.

Art. 4 — Il est précisé que les bulletins nominatifs de salaire du personnel pris en charge sur les crédits du projet n°s 6100-41-52-017 et 6200-41-52-018 seront établis en cinq (5) exemplaires dans les formes exigées par la législation locale en matière d'impôt et de sécurité sociale.

Art. 5 — Sont nommés respectivement régisseur et co-régisseur MM.

K. Sade, directeur général des travaux publics à Lomé

B. M. Pini, directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan à Lomé.

Art. 6 — En fin d'opération, le solde du compte de la caisse d'avance sera reversé au compte du projet n°s 6100-41-52-017/6200-41-52-018 auprès du payeur délégué (Agence locale de la BCEAO à Lomé).

Art. 7 — Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal Officiel* et communiqué partout où besoin sera.

Visé à Lomé, le 4 mars 1992

Le délégué de la CCE

Lomé, le 4 mars 1992

Aimé Tchabouré GOGUE

ARRETE N° 4/MPAT/DGPD/DFCEP du 6 mars 1992
portant création d'une caisse d'avance et nomination de régisseur et co-régisseur

LE MINISTRE DU PLAN ET DE
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Vu l'acte ns 7 portant loi constitutionnelle adoptée le 23 août 1991 organisant les pouvoirs durant la période de transition ;

Vu l'arrêté n° 49/F du 17 mai 1991 promulguant au Togo le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'Outre-Mer ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu le protocole d'accord du 6 septembre 1990, (lutte contre le sida au Togo projet FED n° 5710-94-95-005) ;

Vu le devis pour la deuxième année du « Projet CCE » lutte contre le sida-Togo,

A R R E T E :

Article premier — Il est créé auprès du bureau national du programme de lutte contre le Sida, une caisse d'avance aux fins d'assurer les paiements des dépenses à effectuer au titre du programme susvisé selon le devis approuvé par l'ordonnateur national le 26 février 1992 pour couvrir une partie des dépenses à effectuer.

Art. 2 — La dotation initiale de caisse d'avance sera de trente millions (30.000.000) de francs CFA, elle sera virée au compte n° 3130060367 au nom du projet CCE « Lutte Contre le Sida-Togo » ouvert dans les écritures de l'union togolaise de Banque (UTB) par l'intermédiaire de banque centrale des Etats de l'Afrique l'ouest (BCEAO) à Lomé sur mandatement du directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et après visa du délégué de la commission des communautés européennes en République togolaise.

Art. 3 — Le réapprovisionnement de la caisse d'avance s'effectuera sur présentation de pièces justi-

ficatives réglementaires visées par le régisseur et le co-régisseur de la caisse d'avance ;

les pièces justificatives seront classées par rubrique à l'appui d'un bordereau récapitulatif établi dans les formes réglementaires, dûment approuvé par le gestionnaire de la caisse d'avance et certifié par l'audit externe sans réserve ; elles seront ensuite soumises aux visas du conseiller à la délégation du FED et de l'ordonnateur national suppléant. Le bordereau récapitulatif sera fourni en (7) exemplaires.

Art. 4 — Il est précisé que les bulletins nominatifs de salaire du personnel pris en charge sur les crédits du projet n° 5710-94-95-005 seront établis en cinq (5) exemplaires dans les formes exigées par la législation locale en matière d'impôt et de la sécurité sociale.

Art. 5 — Sont nommés respectivement régisseur et co-régisseur MM.

Medessi Solim, coordinateur

Compaore Michel-Salam, administrateur gestionnaire O.M.S.

Art. 6 — En fin d'opération, le solde du compte de la caisse d'avance sera reversé au compte du projet n° 5710-94-95-005 auprès du payeur délégué (Agence locale de la BCEAO à Lomé).

Art. 7 — Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal Officiel* et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 6 mars 1992

Aimé Tchabouré GOGUE

Nomination

Arrêté n° 1/MPAT/CAB du 20-1-92 — M. Alou Bayaboko, n° mle 034488-A, attaché d'administration de 2e classe 4e échelon est nommé conseiller juridique du ministre du plan et de l'aménagement du territoire.

Le traitement de l'intéressé reste imputable au chapitre 35-11 du budget général.

Le présent arrêté prend effet à compter du 02 janvier 1992.

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

ARRETE N° 01/MDR du 23-1-92 portant fusion du projet de développement du petit élevage en région de Kara (PRODEPEKA) et du projet national petits ruminants (PNPR)

LE MINISTRE DU DEVELOPPEMENT RURAL

Vu l'acte n° 7 de la conférence nationale souveraine en date du 23 août 1991 portant loi constitutionnelle organisant les pouvoirs durant la période de transition ;

Vu le décret n° 91-90 en date du 3 avril 1991 portant réorganisation du ministère du développement rural ;

Vu le décret n° 92-001 en date du 2 janvier 1992 portant composition du gouvernement d'union nationale pour la transition ;

Vu les conventions FIDA n° 213/TO du 21 juin

1989 et PNUD/TOG 89/003 relatives au projet national petits ruminants ;

Vu la convention de financement du projet PNUD TOG/86/006 développement du petit élevage en région de Kara (PRODEPEKA) ;

Vu le rapport de la mission de fusion PNPR-PRODEPEKA,

A R R E T E :

Article premier — Sont fusionnés en un programme national de petits élevages, le projet de développement du petit élevage région de Kara (PRODEKA) et le projet national petits ruminants (PNPR).

Art. 2 — La nouvelle structure émanant de la fusion est dénommée programme national de petits élevages et a son siège à Atakpamé.

Art. 3 — Le programme national petits élevages (PNPE) prend la relève des activités des projets fusionnés et prend également en charge leur actif et leur passif à l'exception du personnel national contractuel dont la situation sera révisée.

Art. 4 — Les modalités d'application du présent arrêté seront définies ultérieurement.

Art. 5 — Le présent arrêté qui prend effet à compter de la date de sa signature sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 23 janvier 1992

N'Koley K. ABOICHI

Intérim

Décision n° 53/MDR/CN/CMLA/AD du 30-1-92 — M. Houkanli Yaovi, docteur vétérinaire inspecteur, directeur adjoint des services vétérinaires et de la santé animale est nommé cumulativement à ses fonctions actuelles secrétaire général par intérim du comité national de la campagne mondiale de lutte pour l'alimentation action pour le développement.

MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Nominations

Décision n° 1/MTAPME du 17-1-92 — M. Gali Ayao Amenouviale, technicien supérieur du tourisme, précédemment contrôleur financier de l'hôtel de la Paix, est nommé directeur d'exploitation de l'hôtel Sarakawa.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 8/MITAPME du 17-1-92 — M. Sama Kossi, précédemment directeur d'hébergement à l'hôtel Sarakawa, est nommé directeur de l'hôtel Kara, en remplacement de M. Salako Béné.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

Additif

DECISION N° 4/MITAPME/CAB portant additif à la décision n° 049/SETA du 15-11-91 relative au licenciement de gens de Maison.

Décision n° 4/MPAT du 20-2-92 — Ajouter à la décision n° 049/SETA du 15-11-1991 :

Les intéressés peuvent prétendre aux indemnités compensatrices égales à un mois de congé payé, un préavis d'un mois de salaire, et 30% d'indemnités de licenciement.

Le reste sans changement.

**MINISTERE DE L'INDUSTRIE
ET DES SOCIETES D'ETAT**

ARRTE N° 001/MISE/ZFT du 9-1-92 .. modifiant l'article 1er de l'arrêté n° 030 MISE/ZFT du 3 décembre 1990 portant certificat d'entreprise exportatrice n° 018/AD.

**LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE
ET DES SOCIETES D'ETAT**

Vu l'acte n° 7 de la conférence nationale souveraine en date du 23 août 1991 portant loi constitutionnelle organisant les pouvoirs durant la période de transition ;

Vu la loi 89-14 en date du 18 septembre 1989 portant statut de zone franche de transformation pour l'exportation ;

Vu le décret d'application n° 90-40 en date du 4 avril 1990, de la loi susvisée ;

Vu le décret n° 92-001 en date du 2 janvier 1992 portant composition du gouvernement d'union nationale de la République togolaise ;

Vu l'arrêté n° 030/MISE/ZFT du 3 décembre 1990, portant certificat d'entreprise exportatrice n° 18/AD ;

Vu l'acte notarié en date du 11 septembre 1991 faisant état du changement de dénomination de la société « SUNTAIYANG TOGO S.A.R.L. » en « AMINA TOGO S.A.R.L. »

Vu la lettre en date du 13 novembre 1991 du directeur de ladite société informant du changement de dénomination,

A R R E T E :

Article premier — L'article 1er de l'arrêté n° 30/MISE/ZFT du 3 décembre 1990 susvisé est modifié comme suit :

« Art. 1 — Est agréée au statut de zone franche de transformation pour l'exploitation la société « AMINA-TOGO S.A.R.L. » au capital social de 100.000 000 F CFA RC n° 2226 dont le siège est à Lomé Aéroport ».

Art. 2 — Le présent arrêté sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 9 janvier 1992
Alassani ISSA-SAMAROU

ARRETE N° 002/MESE/ZFT du 15 janvier 1992 portant certificat d'entreprise exportatrice n° 032/AD

**LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE
ET DES SOCIETES D'ETAT,**

Vu l'acte n° 7 de la conférence nationale souveraine en date du 23 août 1991 portant loi constitutionnelle organisant les pouvoirs durant la période de transition ;

Vu la loi 89-14 en date du 18 septembre 1989 portant statut de zone franche de transformation pour l'exportation ;

Vu le décret d'application n° 90-40 en date du 4 avril 1990 de ladite loi ;

Vu le décret n° 92-001 en date du 2 janvier 1992 portant composition du gouvernement d'union nationale de la République togolaise ;

Vu le certificat d'agrément provisoire n° 032 AP/MISE/ZFT en date du 21 mars 1991 ;

A R R E T E :

Article premier — Est agréée au statut de zone franche de transformation pour l'exportation : la société BONCOMM INTERNATIONAL SARL au capital social de 25.000.000 F CFA, RC n° 2239 dont le siège est à Lomé.

Art. 2 — La société exerce ses activités destinées à l'exportation au sein de l'entreprise localisée sur le terrain situé dans la zone industrielle du port immeuble TABA d'une superficie de 1.000 m².

Art. 3 — La société est agréée pour la confection des chemises et autres vêtements Elle bénéficie pour les activités concernées des avantages définis aux articles 18, 19, 21, 22, et 23 de la loi n° 89-14 du 18 septembre 1989 et aux articles 31, 34, 35, 40, 41, 42, 54, 55, 59, 62, 68, 71 du décret 90-40 du 4 avril 1990.

Art. 4 — La société veillera au respect des obligations prévues aux articles 9, 11, 14, 15, 16 et 25 de la loi n° 89-14 du 18 septembre 1989 et aux articles 15, 22, 23, 24, 30, 32, 33, 36, 38 paragraphe 1, 39, 58 et 63 du décret n° 90-40 du 4 avril 1990.

Art. 5 — Les dispositions de la loi 89-14 et du décret 90-40 définissant les avantages et les obligations sont transcrites dans l'annexe du présent arrêté.

Art. 6 — Toute infraction aux dispositions des articles 11, 14, 18, 26 de la loi 89-14 du 18 septembre 1989 fera l'objet d'une mise en demeure de l'entreprise par la société d'administration des zones franches suivie éventuellement du retrait du certificat d'entreprise exportatrice et de la fermeture de l'entreprise concernée.

Art. 7 — Le présent arrêté vaut certificat d'entreprise exportatrice. Il prend effet à compter du 21 mars 1991 date de l'octroi du certificat d'agrément provisoire et sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 15 janvier 1992
Alassani ISSA-SAMAROU

Nomination

Arrêté n° 05/MISE/CAB du 12-3-92 — M. Koffi Antoine Akuété est nommé liquidateur de l'hôtel Miramar.

Il est conféré à M. Koffi Antoine Akuété, les pouvoirs les plus étendus pour procéder, conformément à la loi, à la liquidation de l'hôtel Miramar, notamment :

- constater la fin des activités de l'hôtel miramar;
- dresser l'inventaire des biens ;
- recouvrer les créances ;
- céder et résilier tous baux, traités et marchés avec ou sans indemnités ;
- recevoir toutes sommes, en donner quittance et déposer les sommes reçues sur un compte ouvert au nom de la liquidation dans une banque de Lomé ;
- procéder au paiement des créanciers après vérification et avis du ministre de l'industrie et des sociétés d'Etat ;
- verser le solde au trésor public ;
- apurer les comptes ;
- exercer le cas échéant toutes poursuites et actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant, représenter les intérêts de l'administration concernant l'hôtel miramar dans toutes les opérations de faillite et de liquidation.

Le liquidateur pourra faire appel à toute personne dont il jugera la compétence nécessaire à l'accomplissement de sa mission.

Le liquidateur est tenu de rendre compte des opérations effectuées et des difficultés rencontrées dans l'exécution de sa mission au ministère de l'industrie et des sociétés d'Etat.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

*Mairie**Intégrations*

Arrêté n° 105/ML/du 9-1-92 — Les agents ci-après désignés relevant de la commune de Lomé, titulaires des diplômes de baccalauréat de l'enseignement du troisième degré, engagés et classés à la hors catégorie des agents permanents sont intégrés dans le corps des :

*Secrétaires d'Administration de 2e classe
1er échelon, Catégorie B Indice 750*

213861 — Tsinvi Komla	Baccalauréat de l'Enseignement du Troisième Degré (Série D)
(Chapitre II Article 2)	
213722 — Midodji Komlan	Baccalauréat de l'Enseignement du Troisième Degré (Série A4)
(Chapitre II Article 8)	
217962 — Aidam Kodzo Sémekonawo	Baccalauréat de l'Enseignement du Troisième Degré (Série D)
(Chapitre II Article 8)	

214939 — Aouissi Kossi

Baccalauréat de l'Enseignement

(Chapitre II Article 8)

du Troisième Degré (Série A4)

217966 — Batamtetou Komlan

(Chapitre II Article 8)

Baccalauréat de l'Enseignement du Troisième Degré (Série D)

217369 — Tchacrome Tchaby

(Chapitre II Article 2)

Baccalauréat de l'Enseignement du Troisième Degré (Série D)

Le présent arrêté a effet pour compter du 1er avril 1991.

DIVERS**MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES****Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin**

Arrêté n° 17/MEF/CR du 9-1-92 — Une pension civile d'ancienneté (pourcentage 69), au montant annuel de sept cent dix sept mille sept cent cinquante six (717.756) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme BOGLA Abouya Biova, épouse Sossou, institutrice de 1ère classe 2^e échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 1250), admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1990.

Par application des dispositions de l'article 3, paragraphe IV de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les retenues restant dues par Mme BOGLA Abouya Biova, épouse SOSSOU au titre de ses services auxiliaires seront précomptées par cinquième sur les arrérages de la présente pension.

Arrêté n° 18/MEF/CR du 9-1-92 — Il est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Aféafa Mawusé, née le 2 janvier 1976, orpheline de feu Mawulr, proposé des diuans 2^e échelon (indice 310, pourcentage 9%), décédé le 25 décembre 1987, une pension temporaire d'orphelin fixée à mille huit cent vingt trois (1.823) francs pour compter du 23 juin 1978, à deux mille cinq (2.005) francs pour compter du 1er janvier 1980, à deux mille cent six (2.106) francs pour compter du 1er janvier 1982, à deux mille deux cent onze (2.211) francs pour compter du 1er janvier 1987 et à deux mille trois cent vingt deux (2.322) francs pour compter du 1er janvier 1990.

Cette pension est augmentée d'une rente d'invalidité au montant annuel de dix sept mille six cent quarante cinq (17.645) francs pour compter du 23 juin 1978, de dix neuf mille quatre cent dix (19.410) francs pour compter du 1er janvier 1980, de vingt mille trois cent quatre vingts (20.380) francs pour compter du 1er janvier 1982, de vingt et un mille trois cent quatre vingt dix neuf

(21.399) francs pour compter du 1er janvier 1987 et de vingt deux mille quatre cent soixante neuf (22.469) francs pour compter du 1er janvier 1990.

Le montant annuel de la pension ci-dessus est fixé, à vingt quatre mille (24.000) francs en vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 pour compter du 23 juin 1978, à vingt quatre mille sept cent quatre vingt onze (24.791) francs pour compter du 1er janvier 1990.

Payable jusqu'à l'âge de 21 ans révolus de l'enfant, les émoluments attribués à l'orpheline sus-nommée seront versés entre les mains de M. Amedodji Koffi, administrateur des biens et tuteur de l'orpheline mineure du de cujus.

Arrêté n° 19/MEF/CR du 9-1-92 — Une pension civile proportionnelle (pourcentage 47%), au montant annuel de quatre cent dix mille six cent quatre vingt quatre (410.684) francs, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraite du Togo à Mme SITI Mawubedjro Ayoko épouse Apedo-Amah, institutrice de 2e classe 4e échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 1050), admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 16 septembre 1990.

Arrêté n° 20/MEF/CR du 9-1-92 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve ADEWA Koudjouka (née MEREZA)

Mme veuve ADEWA Laoudou (née TCHALIME)
épouses de feu Adewa-Kili Kadanga, gardien de préfecture 3e échelon, décédé en activité le 7 août 1985, une pension de veuve minimum (46 % du traitement afférant à l'indice 270), au montant annuel de vingt trois mille quatre cent trente sept (23.437) francs pour compter du 28 novembre 1985, de vingt quatre mille six cent neuf (24.609) francs pour compter du 1er janvier 1987 et de vingt cinq mille huit cent trente neuf (25.839) francs pour compter du 1er janvier 1990.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin à chacun des orphelins ci-après désignés :

Simdihéi, né le 2 novembre 1976

Bagname, née en 1976

Tcha, né en 1980

Hodalou, née le 2 mai 1983.

Le montant annuel de la pension allouée ci-dessus est fixé à vingt quatre mille (24.000) francs pour compter du 28 novembre 1985 en vertu de l'article 23, paragraphe III de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe I du même article.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. KILI KPATCHA Ba'ouki, chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 21/MEF/CR du 9-1-92 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve HANTO Salou (née ASSOÛ)

Mme veuve HANTO Kasta (née KARKA)

Mme veuve HANTO Irta (née ADJIROUNIME)

épouses de feu HANTO Atchanholo, gardien de circonscription de 1ère classe 6e échelon (indice 500, pourcentage 41 %) en retraite décédé le 4 juillet 1986, une pension de veuve au montant annuel de vingt sept mille quatre vingt (27.080) francs pour compter du 4 août 1987 et de vingt huit mille quatre cent trente six (28.436) francs pour compter du 1er janvier 1990.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelin pour compter du 4 août 1987, à chacun des enfants ci-après désignés (dans la limite de cinq (5) enfants) :

Komi né le 8 juin 1968

Nyakou né le 28 août 1968

Sonté née le 3 mars 1969

Assintérou née le 1er septembre 1969

Awanda née le 15 décembre 1971

Akarème né le 12 mai 1972

Arèba né le 10 octobre 1975

Anate né le 8 août 1976

Akanjime née le 24 mars 1977

Tchipe née en 1977

Ayénaço née le 23 mars 1979

Andé née le 19 octobre 1980

Le montant annuel de la pension allouée à l'article 3 ci-dessus est fixé à vingt quatre mille (24000) francs par orphelin en vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 et non aux résultats des calculs effectués sur la base du paragraphe 1 du même article.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. TORO Timbeta, tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 22/MEF/CR du 9-1-92 — Une pension civile d'ancienneté (pourcentage 60 %), au montant annuel de trois cent quarante neuf mille cinq cent seize (349.516) francs, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites à M. GADEDJI Noudoda Komla, instituteur adjoint de 3e classe 4e échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 700), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1990.

Il est également attribué sur fonds de la caisse de retraites du Togo à M. GADEDJI Noudoda Komla, pour compter du 1er janvier 1990, une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Afiwa, née le 28 février 1964

Yawa, née le 11 janvier 1968

Ayaba, née le 5 février 1970

Amélé, née le 14 novembre 1970

Akoua, née le 10 février 1971

Kodjo, né le 22 mai 1972.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt sept mille trois cent soixante dix neuf (87.379) francs pour compter du 1er janvier 1990.

M. GADEDJI Noudoda Komla pourra prétendre pour compter du 1er janvier 1990 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 19e rang) ci-après désignés :

Koffi, né le 8 décembre 1972

Afi, née le 29 juin 1979

Koami, né le 11 août 1979

Ab'avi, née le 4 mars 1980

Hova, né le 15 avril 1981

Kodjo, né le 29 mars 1982

Akoélé, née le 27 octobre 1982

Agossou, né le 17 octobre 1982

Ablan, née le 1er février 1983

Kafui, née le 18 juillet 1983

Yawo, né le 3 avril 1986.

Arrêté n° 32/MEF/CR du 9-1-92 — Une pension civile d'ancienneté (pourcentage 66 %), dont 55 % imputable à la C.R.T., est allouée à Mme AKPATA Dovi Essinou, épouse Affovi, institutrice adjointe de 3e classe 4e échelon du corps du personnel de l'enseignement général (indice 700) admise à la retraite.

Le montant annuel de la dite pension est fixé à trois cent vingt mille trois cent quatre vingt douze (320.392) francs pour compter du 1er janvier 1990 et à trois cent trente quatre mille neuf cent quatre vingt (334.980) francs pour compter du 1er avril et payable comme suit :

— Vingt trois mille cinq cent quatre vingt huit (23.588) francs sur les fonds de la C.N.S.S. pour compter du 1er avril 1991.

— Trois cent vingt mille trois cent quatre vingt douze (320.392) francs sur les fonds de la C.R.T. pour compter du 1er janvier 1990.

Par application des dispositions de l'article 11 de l'arrêté n° 551/MJFPT/MEF du 9 juin 1977, le trésor public assure le paiement de la pension au titre des deux régimes et se fait rembourser par la C.N.S.S. la quote-part qui revient à cette dernière.

Arrêté n° 34/MEF/CR 17-1-92 — Une pension civile d'ancienneté (pourcentage 62 %), au montant annuel de un million quatre cent quarante quatre mille six cent soixante quatre (1.444.664) francs, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. AWUTE Dodzi Kwasi, ingénieur de classe exceptionnelle, du corps du personnel de l'agriculture (indice 2800), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1991.

Il est également attribué sur fonds de la caisse de retraites du Togo à M. AWUTE Dodzi Kwasi pour compter du 1er janvier 1991 une majoration pour enfants au taux de 10 % de la sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 3e rang) ci-après désignés :

Esi, née le 4 avril 1965

Kokou, né le 19 juin 1968

Enyonam, née le 2 avril 1972.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent quarante quatre mille quatre cent soixante six (144.466) francs pour compter du 1er janvier 1991.

Par application des dispositions de l'article 3, paragraphe IV, de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les retenues restant dues par M. AWUTE Dodzi Kwasi au titre de ses services auxiliaires seront précomptées par cinquième sur les arrérages de la présente pension.

Arrêté n° 35/MEF/CR du 17-1-92 — Une pension civile d'ancienneté (pourcentage 73 %), au montant annuel de neuf cent quatre vingt trois mille cinq cent cinquante six (983.556) francs pour compter du 1er décembre 1989 et de un million trente deux mille sept cent trente six (1.032.736) francs pour compter du 1er janvier 1990, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme DOKANU Massan, épouse HODOUTO, attaché d'administration de 1ère classe 3e échelon du corps du personnel de l'administration générale (indice 1700), admise à la retraite.

Arrêté n° 39/MEF/CR du 27-1-92 — Une pension civile d'ancienneté (pourcentage 60 %), au montant annuel de trois cent quarante neuf mille cinq cent seize (349.516) francs, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kouwonou Komlan Ovodou, instituteur adjoint de 3e classe 4e échelon du corps du personnel des fonctionnaires de l'enseignement (indice 700), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1990.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kouwonou Komlan Ovodou pour compter du 1er juillet 1990 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Edi, née le 28 Février 1967

Kounalè, né en 1967

Ezoba, né en 1968

Aboè, née le 20 mai 1969

Nazobézi, né en 1970

Omalinaffa, née en 1970.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt sept mille trois cent soixante dix neuf (87.379) francs pour compter du 1er juillet 1990.

M. Kouwonou Komla Ovodou pourra prétendre, pour compter du 1er juillet 1990 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 12e rang) ci-après désignés :

Afiwa, née en 1972

M. Komlavi, né le 18 avril 1974

Abra, née le 25 janvier 1977

Abravi, née le 30 août 1979

Afi, née le 23 janvier 1981

Kokouvi, né 04 janvier 1989.

Par application des dispositions de l'article 3, paragraphe IV de la loi n° 61-18 du 21 novembre 1963, les retenues restantes seront précomptées par cinquième sur les arrérages de la présente pension.

Arrêté n° 40/MEF/CR du 27-1-92 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Gnamey Tangni Afiavi (née Sossou Agbokoko) épouse de feu Gnamey Hounou Akoto (Roger), adjoint administratif principal de classe exceptionnelle (indice 1.053, pourcentage 67%) en retraite décédé le 25 mars 1991, une pension de veuve au montant annuel de deux cent quatre vingt treize mille cinq cent cinquante six (293.556) francs.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1991.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse à Mme veuve GNAMEY Tangni Afiavi (née Sossou Agbokoko) une majoration pour enfants au montant annuel de quarante huit mille neuf cent vingt huit (48.928) francs pour compter du 1er avril 1991 au titre de ses orphelins ci-près désignés

Kofi, né le 27 octobre 1933
Benoit, né le 06 avril 1938
Elisabeth, née le 12 novembre 1944
Parfait, né le 18 avril 1948.

Arrêté n° 41/MEF/CR du 27-1-92 — Une pension militaire d'ancienneté (pourcentage 64 %), au montant annuel de quatre cent cinquante deux mille sept cent huit (452.708) francs, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Halde Hobli Ayi, sergent-chef 4e échelon n° mle 0213 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 850), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juin 1990

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Halde Hobli Ayi pour compter du 1er juin 1990 une majoration pour enfants au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 5e rang) ci-après désignés :

Agossi, née le 04 Octobre 1966
Dédé, née le 18 août 1970
Ayité, né le 24 août 1970
Tata, né le 20 mars 1972
Akouavi, née le 8 juillet 1972.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt dix mille cinq cent quarante quatre (90.544) francs pour compter du 1er juin 1990.

M. Halde Hobli Ayi pourra prétendre, pour compter du 1er juin 1990 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6e au 11e rang) ci-après désignés :

Wobubé, née le 23 janvier 1973
Nyawunéne, né le 1er février 1975
Ayayi, né le 4 février 1976
Ayitévi A, né le 11 juillet 1978
Dédévi, née le 23 décembre 1984.

Arrêté n° 42/MEF/CR du 27-1-92 — Une pension civile d'ancienneté (pourcentage 60%), au montant annuel de deux vingt trois mille cinq cents (223.500) francs, pour compter du 1er avril 1988 et de deux cent trente quatre mille six cent soixante seize

(234.676) francs pour compter du 1er janvier 1990, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Koffi Yawo, moniteur de 2e classe 2e échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 470), admis à la retraite.

M. Koffi Yawo pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1988 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après :

Akouwa, née le 5 juillet 1970
Dovi, née le 14 août 1972
Kossi, né le 10 novembre 1974
Dodzi, né le 21 juillet 1979
Mawuse, née le 8 septembre 1982.
Yao, né le 15 janvier 1987

Arrêté n° 43/MEF/CR du 27-1-92 — Une pension militaire d'ancienneté (pourcentage 52%), au montant annuel de cent quatre vingt et un mille sept cent quarante huit (181.748) francs, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Lovi Kouassi, soldat de 1ère classe 5e échelon n° mle 1143 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 420), admis à la retraite

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1990.

M. Lovi Kouassi pourra prétendre pour compter du 1er juillet 1990 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants du 1er au 8e rang) ci-après désignés :

Dzidjomè, né le 28 novembre 1975
Kossiwa, née le 21 novembre 1976
Koami-Messan, né le 27 mai 1978
Anani, né le 9 novembre 1980
Kafui, née le 1er janvier 1982
Viki, née le 25 mars 1983
Komi, née le 26 octobre 1985
Ablavi, née le 18 juillet 1989.

Il est également attribué sur les fonds de la même caisse à M. Lovi Kouassi, une rente temporaire d'invalidité (pourcentage 30 %) de la grille indiciaire des militaires des forces armées togolaises au taux annuel de soixante quatorze mille huit cent quatre vingt seize (74.896) francs pour compter du 1er juillet 1990.

Par application des dispositions de l'article 30 du décret n° 64-6 du 14 janvier 1964, le montant de la rente renouvelable accordée ci-dessus est valable pour la période du 1er juillet 1990 au 7 décembre 1992.

Arrêté n° 44/MEF/CR du 27-1-92 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Bogra Amaya (née Kankou)
Mme veuve Bogra Troma (née Kadina),
épouses de feu Bogra Témembra, professeur de C.E.G de 3e classe 4e échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 1400, pourcentage 16 %), décédé en activité le 2 décembre 1987, une pension de veuve au montant annuel de quarante quatre mille trois cent quatre vingt quatre (44.384) francs pour compter du

1er janvier 1988 et de quarante six mille six cent deux (46.602) francs pour compter du 1er janvier 1990.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin au montant annuel de vingt quatre mille (24.000) francs pour compter du 1er janvier 1988 en vertu des dispositions de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe I du même article à chacun des orphelins ci-après désignés :

M'taba, né le 5 janvier 1978
Kamadama, née le 5 juin 1980
Marmaga, née le 6 janvier 1983
Kpamssoukou, né le 10 août 1983
Daga, né le 29 mars 1985.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Daga Djallana, chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 45/MEF/CR du 27-1-92 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo aux orphelins ci-après désignés (du 2e au 8e rang et dans la limite de cinq) :

Dédévi, née le 6 novembre 1971
Messan, né le 19 juillet 1972
Akouété, né le 28 avril 1975
Déla, né le 23 février 1977
Demagnala, né le 2 juillet 1977
Dovi-Djigbodi, née le 20 juillet 1977
Koffi, né le 13 mars 1981
Amivi, née le 20 août 1983,

Enfants de feu Folly-Bebe Assiongbon Kpongban, contremaître principal de classe exceptionnelle (indice 1050, pourcentage 70%) en retraite décédé le 6 janvier 1988, une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de soixante un mille cent soixante huit (61.168) francs pour compter du 11 mars 1990.

En application des dispositions de l'article 27, la pension devant revenir aux veuves de feu Folly-Bébé Assiongbon Kpongban, inhabiles est reversée à l'ensemble des orphelins ci-dessus désignés :

Le montant annuel de cette pension est de trois cent cinq mille huit cent vingt huit (305.828) francs pour compter du 11 mars 1990.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Folly Bébé Foligan, tuteur des orphelins du de cujus . .

Arrêté n° 46/MEF/CR du 27-1-92 — En application de l'article 15 paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, une pension civile proportionnelle (pourcentage 44 %), au montant annuel de cent quatre vingt huit mille trois cent douze (188.312) francs pour compter du 1er janvier 1989 et de cent quatre vingt dix sept mille sept cent vingt huit (197.728) francs pour compter du 1er janvier 1990, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. N'Da Komla, moniteur de 2e classe 2e échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 470), admis à la retraite.

M. N'Da Komlan pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1989 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 7e rang) ci-après désignés :

Dovi Mawulé, né le 24 juillet 1970
Afi, née le 24 octobre 1980
Akuavi, Dzifa, née le 6 mai 1981
Afi Atsoufé, née le 6 mai 1983
Kofi Atsou, né le 6 mai 1983
Edoh Komi E., née le 7 avril 1984
Akuavi, née le 20 mai 1987.

Arrêté n° 47/MEF/CR du 27-1-92 — Une pension militaire d'ancienneté (pourcentage 52 %), au montant annuel de cent quatre vingt et un mille sept cent quarante huit (181.748) francs, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Afate Nagbaré, soldat de 1re classe 5e échelon n° mle 1166 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 420), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1990.

M. Afate Nagbaré pourra prétendre, pour compter du 1er juillet 1990 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 9e rang) ci-après désignés :

N'Sarhama né le 15 février 1972
Matassipouwi née le 20 octobre 1972
N'Gbétina Liguidé né le 23 décembre 1975
Sonhin, né le 9 août 1977
Bakétou, né le 23 novembre 1978
Stanham, né le 8 octobre 1980
Pahetano, né le 2 juin 1981
Katoka né le 7 mars 1984
Yamtougou, née le 3 octobre 1990.

Arrêté n° 48/MEF/CR du 27-1-92 — Une pension civile d'ancienneté (pourcentage 60%) au montant annuel de trois cent quarante neuf mille cinq cent seize (349.516) francs, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ankudé Komlan Sédji, instituteur Adjoint de 3e classe 4e échelon du personnel de l'enseignement (indice 700), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1990.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ankudé Komlan Sédji, pour compter du 1er avril 1990, une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 3e rang) ci-après désignés :

Abran, née le 9 juillet 1968
Akossiwavi, née le février 1969
Kodjo, né le 1er mai 1972

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à trente quatre mille neuf cent cinquante deux (34.952) francs pour compter du 1er avril 1990.

Ankudé Komlan Sédji pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1990 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4e au 6 rang) ci-après désignés :

Afua, née le 27 septembre 1974

Monotho, née le 23 mars 1976

Kodjo Ollé, né le 31 mai 1982

Par application des dispositions de l'article 3, paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les retenues restant dues par M. Ankudé Komla Sédji au titre de ses services auxiliaires seront précomptées par cinquième sur les arrérages de la présente pension.

Arrêté n° 49/MEF/CR du 27-1-92 — est et demeure rapporté l'arrêté n° 729/MEF/CR du 4 décembre 1986 portant concession d'une pension de retraite (pourcentage 64 %) à M. DEDJEH KOFFI MENSAB, secrétaire d'administration principale 1er échelon.

Une pension civile d'ancienneté (pourcentage 69 %), au montant annuel de sept cent cinquante cinq mille cent quatre vingt huit (755.188) francs pour compter du 1er juin 1985, de sept cent quatre vingt douze mille neuf cent quarante huit (792.948) francs pour compter du 1er janvier 1987 et de huit cent trente deux mille cinq cent quatre vingt seize (832.596) francs pour compter du 1er janvier 1990 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Dedjeh Koffi Mensah, secrétaire d'administration principal 1er échelon du corps du personnel de l'administration générale (indice 1450), admis à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Dedjeh Koffi Mensah pour compter du 1er juin 1985, une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Dogbéda, née le 29 novembre 1955

Yawo, né le 24 octobre 1957

Afi, née le 11 novembre 1960

Kodjovi, né le 13 mars 1961

Yawovi, née le 7 février 1963

Essivi, née le 13 janvier 1964.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent quatre vingt huit mille sept cent quatre vingt dix sept (188.797) francs pour compter du 1er juin 1985, à cent quatre vingt dix huit mille deux cent trente sept (198.237) francs pour compter du 1er janvier 1987 et à deux cent huit mille cent quarante neuf (208.149) francs pour compter du 1er janvier 1990.

M. Dedjeh Koffi Mensah pourra prétendre pour compter du 1er juin 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 8e au 15e rang) ci-après désignés :

Komi, né le 24 octobre 1964

Améyo, née le 13 mai 1967

Kokou, né le 4 septembre 1971

Kossi, né le 6 décembre 1970

Anani, né le 27 septembre 1971

Komi, né le 27 avril 1974

Abravi, née le 28 mars 1978

Yawa, née le 16 août 1979

Adjovi, née le 4 avril 1983.

Les sommes perçues suivant l'arrêté n° 7229/MEF/CR du 4 décembre 1986 seront déduites des arrérages à percevoir au titre du présent arrêté.

MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION

Autorisation d'exploiter un cabinet dentaire

Arrêté n° 12/MSP du 31-1-92 — Une autorisation d'exploiter un cabinet dentaire sans hospitalisation à Lomé est accordée au docteur Aziable Essivi Ablodé, épouse Akibode, chirurgien dentiste.

Mme le docteur Aziable Essivi Ablodé, épouse Akibode est tenue de résider dans un périmètre de cinq (5) kilomètres au plus de son cabinet sis à Kpéhénou dans l'ancien local de la Pharmacie de Kpéhénou.